

Les embrassades de Damas

Dans l'histoire du monde arabe, riche en embrassades entre ennemis jurés de la veille et en ruptures fracassantes entre « frères », les alliances et les antagonismes n'ont jamais rien de définitif. La reprise du dialogue entre la Syrie et l'OLP, concrétisée par le « retour » à Damas, le dimanche 24 avril, de M. Yasser Arafat après cinq ans d'absence, en apporte un nouveau témoignage.

Plusieurs signes avant-coureurs avaient, depuis un an, laissé entrevoir le rapprochement en cours. Lors de la réunion à Alger, en avril 1987, du Conseil national palestinien, M. Arafat s'était réconcilié avec les deux factions plus proches de la Syrie, le FPLP de M. Georges Habache et le FDLP de M. Nayef Hawatmeh, réintégrés à l'époque dans le giron de l'OLP ; il avait aussi pris ses distances avec l'Égypte, honnie à Damas. Ce double geste fut bien accueilli par la Syrie.

Mais les retrouvailles syro-palestiniennes d'aujourd'hui tiennent surtout à un faisceau de facteurs conjoncturels. La révolte qui gronde depuis maintenant quatre mois et demi dans les territoires occupés par Israël incite d'autant plus le monde arabe à taire ses querelles, en faisant ressortir leur caractère dérisoire, que les manifestants de Cisjordanie et de Gaza ont su maintenir une unité inattendue. La diplomatie proche-orientale fournit un autre terrain d'entente à MM. Arafat et Hafez El Assad.

En effet, les deux hommes font cause commune contre le « plan Shultz » qui, en mettant à l'écart l'OLP et en excluant tout projet d'Etat palestinien, prépare, selon eux, une « capitulation arabe ». L'actuelle détente soviéto-américaine pousse aussi l'OLP et la Syrie à resserrer les rangs, car elles craignent de faire un jour les frais du nouveau « réalisme » que Moscou affiche dans sa contribution à la recherche d'un règlement des conflits régionaux. Il est d'ailleurs clair que M. Gorbatchev a fait pression sur le président syrien pour qu'il reprenne langue avec M. Arafat tout comme il conseille récemment la souplesse à ce dernier en lui demandant de reconnaître l'Etat hébreu.

Le meurtre d'Abou Jihad, le numéro deux de l'OLP, inhumé à Damas, ne fit qu'accélérer le processus en cours. Sur quoi débouchera-t-il ? Dans l'immédiat, sur une probable rencontre entre MM. Assad et Arafat. A long terme, l'horizon reste flou. L'OLP et la Syrie, dit-on à Damas, souhaiteraient réunir dès juin à Alger un sommet de la Ligue arabe chargé d'étudier les moyens de soutenir plus concrètement les révoltés de Cisjordanie et de Gaza.

Mais le contentieux entre MM. Assad et Arafat ne s'évanouira pas du jour au lendemain. Le président syrien, qui expulsa le dirigeant palestinien en juin 1983 avant de noyer ses troupes sous un déluge de feu à Tripoli, dans le nord du Liban, est un homme à la rancune tenace. Il n'a jamais toléré que M. Arafat prétende conserver à l'OLP une autonomie de décision chèrement acquise. Rien ne prouve qu'il ait changé d'avis.

(Lire page 38 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX.)

M 0147 - 0426 0 - 4,50 F



Mitterrand : 34,10 % ; Chirac : 19,90 % ; Barre : 16,55 % ; Le Pen : 14,41 %

Le morcellement de la droite provoqué par la poussée de M. Le Pen place M. Mitterrand en bonne position face à M. Chirac

En Nouvelle-Calédonie, le scrutin a été émaillé de violences



Arrivé en tête des neuf candidats du premier tour de l'élection présidentielle avec 34,10 % des suffrages exprimés, M. François Mitterrand a lancé, le dimanche 24 avril, un appel à l'« union de tous les Français ».

Son rival, M. Jacques Chirac, qui a devancé M. Raymond Barre d'un peu plus de trois points (19,90 %), a reçu l'appui du député du Rhône. Après s'être entretenu lundi avec M. Edouard Balladur, il a présidé un conseil de cabinet et devait réunir le comité de la majorité. Il devait s'exprimer, mardi, devant les parlementaires du RPR et de l'UDF.

La question principale posée à



M. Chirac est celle de son attitude à l'égard du Front national, dont le président talonne les deux candidats de la majorité parlementaire, avec 14,41 %. M. Jean-Marie Le Pen prendra position le 1^{er} mai au cours d'un meeting à Paris.

M. Jacques Chirac a accepté, lundi, de participer à un face-à-face télévisé, jeudi 28 avril, avec M. François Mitterrand.

Lundi, en milieu de journée, la Bourse de Paris enregistrait une baisse de 2 %.

En Nouvelle-Calédonie, où le scrutin a été gravement perturbé dimanche, la situation s'est encore dégradée lundi au point de devenir quasi insurrectionnelle sur la côte Est du territoire.

L'onde de choc

par Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomeau

Sous son beau costume bleu marine, M. Jean-Marie Le Pen roule les muscles. Il gronde contre la presse, les instituts de sondage et les partis de droite, qui ne feront plus rien sans lui. Côte à côte, M. Raymond Barre et, Jacques Chirac offrent aux Français un duo cacophonique qui tient lieu de « déclaration commune » annoncée. Le premier pose au second des conditions (pour une « société ouverte et tolérante », contre la « xénophobie », le « racisme ») et tous les « extrémismes » et M. Chirac, qui tiendra « le plus grand compte de ces observations », répond à côté. M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, imagine pour sa part une sorte de déclaration à trois

puisque'il comptabilise, dans le total des voix de droite, celles du Front national. M. Le Pen, enfin, éliminé au premier tour, en est le roi. Il le sera encore au second, et au-delà.

M. Le Pen parle d'un « tremblement de terre » politique. C'en est un, en effet : la secousse est forte pour la droite traditionnelle, qui recule et accroît sa dépendance vis-à-vis de l'extrême droite ; l'onde de choc menace les centristes aujourd'hui sommés de choisir leur camp. Elle révèle enfin une société française malade, plus atteinte qu'on ne le croyait et dont la guérison ne paraît pas être pour demain. L'image de la France, seule grande démocratie occidentale à subir pareil phénomène, en souffrira.

(Lire la suite page 3.)

Lire également

- Pages 2 à 4 : Les stratégies de MM. Chirac, Barre et Le Pen.
- Pages 6 et 8 : La physionomie du scrutin.
- Pages 10 à 12 : Les déclarations des candidats, les réactions et la soirée à la télévision.
- Pages 13 à 17 : Les résultats de Paris et de la région parisienne.
- Pages 18 à 35 : Les résultats dans les départements et dans les DOM-TOM.
- Page 36 : Les résultats des élections régionales en Nouvelle-Calédonie.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

D'un rassemblement à un autre ?

par ANDRÉ FONTAINE

LES trois « principaux candidats », pour reprendre une expression dont la poussée de Jean-Marie Le Pen montre a posteriori l'incongruité, n'avaient que le « rassemblement » à la bouche. A juste titre : toute maison divisée contre elle-même périra. La France, face aux défis de l'Europe et de l'an 2000, ne peut se permettre d'épuiser ses forces dans des querelles de clocher. Force est de reconnaître malheureusement que ce discours n'a pas été entendu : de Gaulle est mort une seconde fois dont l'évidente ambition avait été, précisément, que les institutions dont il a doté la nation permettent à celle-ci de trouver, après sa disparition, un autre rassembleur.

De son vivant déjà, à vrai dire, il était clair que cet objectif, une fois passés les drames qui avaient provoqué son rappel au pouvoir, n'était pas atteint. Dès 1965, l'élection présidentielle était devenue un duel entre la droite et la gauche, compliqué au premier tour par le refus du centre d'accepter l'hégémonie gaulliste. En 1974, pour la première fois, les héritiers du gaullisme avaient dû passer la main.

Le nouvel élu avait commis le sacrilège de critiquer publiquement « l'exercice solitaire du pouvoir » par l'homme du

18 juin. Mais il ne l'avait emporté qu'après s'être assuré provisoirement le concours de Jacques Chirac, gaulliste doté d'un trop fort appétit pour pouvoir jouer longtemps les numéros deux. En créant un parti nommé « Rassemblement pour la République », l'ancien et futur premier ministre montrait clairement son ambition de rétablir le gaullisme dans sa vocation hégémonique de jadis.

Il y a certes réussi aujourd'hui dans la mesure où il devance, légèrement, le candidat centriste, alors qu'en 1981 il arrivait loin derrière celui-ci. Mais il y a échoué, et c'est beaucoup plus grave, dans la mesure où son score est à peine supérieur à celui qu'il avait alors obtenu : rude réveil pour un homme qui s'est tant dépensé et tant dépensé pour arriver à ses fins.

Le voici maintenant tirailé entre les deux électeurs dont le concours lui serait nécessaire pour l'emporter contre François Mitterrand : celui de Jean-Marie Le Pen et celui de Raymond Barre. Il sait pertinemment que du premier il ne peut attendre d'autre soutien que celui que la corde donne au pendu. Les idées, les méthodes et jusqu'à la personne du leader du Front national le révoltent.

(Lire la suite page 3.)

LES RÉSULTATS DU PREMIER TOUR

		TOTAL		
Inscrits	.....	37 931 494		
Votants	.....	30 906 340 (81,47 %)		
Abstentions	.....	7 025 154 (18,52 %)		
Blancs ou nuls	.....	623 390 (2,01 %)		
Exprimés	.....	30 282 950		
CANDIDATS		Nombre de voix obtenues	Suffr. exp. (%)	Inscrits (%)
Mitterrand	.....	10 326 369	34,10	27,22
Chirac	.....	6 025 376	19,90	15,88
Barre	.....	5 010 577	16,55	13,20
Le Pen	.....	4 363 603	14,41	11,50
Lajoie	.....	2 053 764	6,78	5,41
Waechter	.....	1 145 502	3,78	3,02
Juquin	.....	636 761	2,10	1,68
Laguiller	.....	604 524	2,00	1,59
Boussel	.....	116 474	0,38	0,31

Cette statistique officielle tient compte du vote de 115 450 électeurs inscrits parmi les Français de l'étranger et comptabilisés avec les votes en métropole mais ne prend pas en considération les résultats du scrutin en Polynésie française.

Les patrons et les candidats

Un sondage IPSOS-« le Monde » sur les attentes des chefs d'entreprise face à M. Mitterrand et à M. Chirac.

PAGES 49 et 50

John Demjanjuk condamné à mort

Le tribunal de Jérusalem a suivi les réquisitions du procureur contre le criminel de guerre nazi.

PAGE 38

Tennis

Lendl, encore et toujours.

PAGE 44

Le Monde

ÉCONOMIE

Le bilan de santé de la France

La chronique de Paul Fabra

Pages 55 à 58

Supplément SICOB 88

Pages 77 à 91

Le sommaire complet se trouve en page 48

Le premier tour de

Le recul de la droite, et la bonne tenue de la gauche



Le faible score réalisé par les deux candidats de droite (à peine plus de 36 % des suffrages exprimés, ne dépassant pas, dans un seul des départements métropolitains, à eux deux, la barre des 50 %) et la percée de M. Jean-Marie Le Pen (14,41 %) accroissent les chances de réélection de M. François Mitterrand. Le président-candidat est en effet largement en tête : avec 34,04 % des suffrages exprimés, le chef de l'Etat est partout en progression par rapport à son résultat de 1981. Et même s'il n'est pas partout à la hauteur du PS de mars 1986, il creuse l'écart d'une façon sensible avec son vis-à-vis du second tour, qu'il devance de 14 points.

Pourtant, la gauche reste minoritaire (45,38 % d'après nos estimations). Elle n'est majoritaire que dans vingt-deux départements métropolitains. L'écart qui la sépare de l'ensemble droite-extrême droite s'est toutefois fortement réduit : il passe de 43 %-55 % à 45 %-51 %. Cet écart est encore plus faible si l'on totalise les voix de gauche et celles des écologistes, le report de ces dernières lui étant réputé favorable.

La droite, de son côté, avait besoin, compte tenu des prévisions de report de voix pour être en ballottage favorable, d'approcher deux seuils : un total égal ou supérieur à 44 %, et une addition des votes d'extrême droite portant ce total à 54 %. Or MM. Barre et Chirac n'obtiennent qu'un peu plus de 36 %. Leur total est inférieur à 50 % dans l'ensemble des départements métropolitains.

La droite, traditionnellement bipolaire sous la V^e République, éclate en trois pôles distincts : le premier, gaulliste, est en phase d'affaiblissement. M. Chirac fait un peu mieux que son propre score de 1981, mais il fait moins que le total des voix gaullistes (Chirac, Garaud, Debré) de ce scrutin-là.

Le deuxième, libéralo-centriste, connaît un recul encore plus accentué. Il pâtit du fait que M. Barre n'était pas, comme M. Giscard d'Estaing en 1981, en position de candidat légitime de la droite qu'il n'a pas su « délégitimer » la candidature de M. Jacques Chirac. Une partie des voix centristes, qui se sont portées sur M. Ray-

Les VUES de Raymond Depardon

DIMANCHE 24 AVRIL, 22 h

Raymond Barre arrive du Sénat. Il y a la cohue, du vin et du Perrier. Pas de champagne ! Il remercie les standardistes de la campagne.

M^{me} Barre est fatiguée. C'est la faute des photographes ! Demain, un cameraman change de camp. Il part aux Antilles avec Mitterrand. Un photographe se vante d'avoir une photo de lui à la messe à Lyon. 22 h 30, il monte dans sa voiture. Quelques reporters le suivent encore avec des motos. Ils disparaissent dans la nuit.

Dans les états-majors : le doute, l'euphorie, la tristesse

Les chants prématurés sont les chants les plus beaux. « On va gagner, on va gagner. » Il est minuit, avenue Franco-Russe, François Mitterrand arrive de Château-Chinon pour voir, et qui sait, complimenter l'armée socialiste.

La boussolade est somptueuse, dans l'escalier pris d'assaut par ceux à qui l'espérance de victoire donne des ailes dans cette ascension périlleuse. Jacques Séguéla est là. Et d'ailleurs il le dit. Roger Hanin grimpe en rappel, Jean-Louis Bianco, Laurent Fabius, Jacques Attali, tous s'efforcent de rejoindre le gros du peloton, là-haut, pour déjà une réunion de travail, la dissection des chiffres, les plans sur la comète ou, plutôt, sur les reports.

Cela peut aider parfois d'avoir un président sortant dans son camp. Surtout quand il a le sens politique. François Mitterrand sait trop ces choses-là pour ignorer encore que certains ont douté, un instant, de lui et du thème central de sa campagne : le rassemblement. Ils ont douté, et vers 19 heures quand, au saut des urnes, les pré-sondages donnaient un instant 29 % ou 30 % au président sortant, les mines se sont allongées un brin...

Maintenant ils ne doutent plus, pas même du génie présidentiel. Rassemblons, rassemblons, mot d'ordre des repentis. A électorat dispersé, président rassembleur. Le slogan, déjà, trotte dans les couloirs.

Les objectifs sont clairs au pays de la douce France en péril : cajoler les jeunes, les femmes, les démocrates modérés, les agglomérer, les réunir promptement autour du Parti socialiste qu'un Georges Sarre, frétilant d'aise, baptise « la colonne vertébrale de la résistance anti-Le Pen ».

Ah Le Pen ! Quel drame, quelle bénédiction ! L'état « volatile ! » de l'électorat, cette « protestation économique et sociale » manifestée dans les urnes, tout cela inquiète bien un peu. Et même beaucoup. « Je plains les élus locaux », dit Thierry de Beaucé. C'est un vote du refus.

Mais l'état de la droite, en « trois morceaux incollables », la mort annoncée de la bipolarisation, et l'état de Jacques Chirac « en vingt morceaux », sont choses trop inespérées pour n'être point accueillies avec une gourmandise ironie.

Tout juste si André Laignel ne chantonne pas, parlant de Jacques Chirac : « Il est oiseau, voyez ses

ailes, il est souris touchez son poil. » Pas de quartier : « Un homme qui dit je comprends le racisme à Marseille et je suis métais aux Antilles est un homme incohérent. Les incohérences de M. Chirac, ce que M. Barre avait appelé ses virevoltes, l'ont déprimé sur ses deux ailes. »

André Laignel regarde le double monologue Barre-Chirac au Sénat et ironise : « C'est l'élève Chirac qui dit au professeur Barre, je tiendrai compte de vos remarques. Une manière de mariage blanc, d'union tellement libre qu'il n'y a pas d'union. » Edith Cresson, en écho, rigolarde : « Vous croyez qu'ils vont se marier là ? Non. » Lionel Jospin, sur le mode professionnel : « Preuve est faite que, sous Chirac, le Front national prospère. Inconstant, partisan, excessif, comment ce candidat pourrait-il exercer la magistrature suprême ? » Pierre Joxe qui ne craint pas de voir, dans ces résultats, « l'Etat RPR massivement condamné » se risque, sans risques, au pronostic : « L'élection de François Mitterrand qui nous paraissait possible me paraît ce soir un peu plus possible. » Certes, certes.

La déclaration d'amour de Marseille

A chacun sa façon d'exprimer son enthousiasme : « Formidable, formidable », dit Jack Lang. « Le plus beau score pour le socialisme démocratique de l'histoire de France », constate un Michel Rocard qui déjà adjure, solennellement, de dépasser « les bornes repérées de la gauche ».

Et quand les « bornes repérées » sont franchies, il n'y a plus de limites à l'espérance. Ni même au bonheur suave.

Ce sera précisément, chez Jean-Marie Le Pen, une soirée de bonheur brut, d'euphorie pétillante, de fous rires et d'embrassades. La famille Le Pen a dressé chapiteau dans le parc de sa demeure de Saint-Cloud pour y recevoir. Sur la colline dominant les lumières de Paris, cela tient du jubilé et de la fête champêtre, du mariage et de la garden-party.

Dès 18 h 30, alors que tombent les premiers sondages « sorties des urnes », Yann Le Pen, une des filles de la maison, croise les doigts, se retenant encore de rêver trop fort : « C'est un peu comme quand on sait qu'on a réussi un examen, et qu'on

se force tout de même à ne pas y croire avant les résultats officiels. »

Mais quelques minutes plus tard, les premières fourchettes officielles confirment les promesses des sondages. Désormais, Yann et sa sœur Marine sont les reines de la fête. En tailleur pied-de-poule, comme starlettes un soir de générale, elles se précipitent devant les objectifs, pleurent, s'embrassent, multiplient les conférences de presse et les explosions de joie sur commande pour les télévisions du monde.

Jean-Marie Le Pen, lui aussi, s'offre, jusqu'à l'ivresse, à la curiosité de la presse. Dès 20 heures, il est assis dans la foule devant la batterie de téléviseurs, son discours replié dans la main. « Ça, c'est la seule vraie surprise », marmonne-t-il en découvrant le bon score d'Antoine Waechter.

Déclaration, re-déclaration, confidences, réactions : il est disponible pour toutes les chaînes. Entre-temps, il va et vient du chapiteau à son bureau, poursuivi par une meute de photographes qui mettent à mal les parterres de fleurs.

Mais ce n'est pas soir à faire mauvaise figure. Aux anges, Le Pen s'abandonne au plus vieux des plaisirs politiques : ne pas répondre aux questions. Que dira-t-il le 1^{er} mai ? Mystère. « Je suis un vieux briscard, vous ne m'en ferez pas dire plus que je ne veux en dire. »

Ses intentions ? Son destin ? Mystère encore. Un mot, tout de même, déjà, sur Marseille. « Brigueriez-vous la mairie ? », lui demande-t-on. « Marseille m'a fait aujourd'hui une petite déclaration d'amour. On est toujours sensible à une déclaration d'amour. »

Ovations pour une défaite annoncée

Et même d'amour défait dans la « maison Barre ». Pris d'assaut, le QG de Raymond Barre, au 195, boulevard Saint-Germain, a tangué longuement, sous cette foule d'amis émus, éperdus de ce si court échec. Ce n'était plus un immeuble bourgeois aux airs compassés mais une succession de buffets assésés. Bref, un soir de fête pour un requiem clairement annoncé comme provisoire.

La « tortue » méritait un triomphe. Foi de militants barristes ! Ce fut donc une ovation, une vague d'applaudissements énamourés qui l'accueillirent après sa prestation commune avec Jacques Chirac au Sénat. Pressé, compressé par la petite foule des supporters, photographes et cameramen, « Barzy », « monsieur le premier ministre » pour les plus déférents, « Barzou » pour les plus familiers, fut propulsé plus qu'il ne se propulsa au premier étage. A tel point qu'il ne put que s'enfermer dans un réduit avec quelques fidèles.

Ce fut un huis clos d'une demi-heure, un exposé dense, selon les rares auditeurs, en quelque sorte une « explication de campagne » en bonne et due forme, adressée à ses compagnons d'infortune.

A 23 heures, Raymond Barre quitta les lieux en compagnie de sa femme, visiblement plus secouée que lui par une défaite depuis longtemps annoncée.

Les barristes ne demandaient qu'à confier leur amertume (« Deux points de différence avec Chirac, ça me fait rager ») largement teintée d'optimisme : « Barre gagnera la prochaine fois. » Les jeunes troupes, elles, broyant du noir : « Tu vas voter Chirac, toi, pour avoir des ministres Le Pen ? »

— Chut, il y a la presse. Mais les militants gardaient leur bonne humeur, applaudissant leur héros, secouant au-dessus de leurs

têtes un énorme Babar en peluche ceint d'une écharpe tricolore. Pour un peu, les regrets étaient plus palpables au siège du Parti républicain de François Léotard. « Le pauvre ! Pauvre Barzy », murmurait une jeune femme effondrée à l'annonce des estimations. Là aussi, la rumeur voulait que Gérard Longuet, ministre délégué, ait déclaré : « Si les Français veulent Mitterrand ou Le Pen, je n'en ai plus rien à f... »

Songeuse devant un écran de télévision, seule, une femme résumait, l'air apitoyé : « Chichi, c'est la cata, la cata totale. Il en a trop fait... »

Les lapsus pasqualiens

Et de fait, le beau décor de campagne du RPR était soudain devenu trop vaste, trop luxueux pour une soirée de doute. Le chapiteau, dressé dans la rue du Général-Foy, les écrans géants, les téléviseurs installés pour les militants qu'on attendait nombreux, tout cela était vite apparu surréaliste, démesuré, vaguement gênant.

Les tentes, au plafond tendu de tricolore, allaient rester à moitié pleines, à moitié vides toute la soirée. Le chanteur Philippe Clay regardait fixement le chiffre de Jacques Chirac sur un écran, près d'un buffet délaissé. Des jeunes s'inquiétaient de la progression de Jean-Marie Le Pen. « Comment faire alliance avec des fanatiques, c'est impossible ! »

Dans les locaux de l'état-major de campagne, d'autres salles richement décorées, d'autres buffets trop bien garnis avaient été abandonnés aux journalistes qui allaient d'une pièce à l'autre, désœuvrés. Les chefs du mouvement chiraquien étaient à la télévision. Jacques Toubon ne fit qu'une brève apparition. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, regarda, de loin, des caméras oubliées, sans rien à filmer. Dans une salle, on avait disposé deux chaises sur une petite estrade, en vue de débats qui n'eurent pas lieu.

Seul, ou presque, Patrick Devedjian, secrétaire national du RPR aux fédérations et député des Hauts-de-Seine, affronta, toute la soirée, les regards fuyants, parfois désolés des journalistes et des photographes. Il accepta toutes les interviews. Chiraquien résolulement hostile à toute dérive xénophobe, il répétait ses regrets d'avoir vu François Mitterrand « faire le jeu de Le Pen ». « Il a choisi une fois de plus la politique du pire, affirmait-il, par son appel au vote des immigrés, en exacerbant certaines tendances dangereuses des Français. »

Il était navré de voir cette campagne s'ancrer dans un débat sur l'immigration. « Le drame de toute cette affaire, c'est qu'il ne va pas faire bon être immigré dans ce pays. »

Les naufragés du vote utile

Jacques Chirac en conciliabules à Matignon, Charles Pasqua retenu à l'intérieur, il n'y avait personne, vraiment personne, pour remonter le moral des troupes chiraquiennes. Et d'ailleurs, le moral du ministre lui-même était si affecté, le trouble si grand qu'il en vint, dans une série calamiteuse de lapsus, à oublier les résultats d'Ariette Laguiller.

Robert Pandraud, lui, était parti vers ses chers militants de Seine-Saint-Denis en bougonnant : « Ils ne comprendraient pas que je ne vienne pas quand on est battu. »

Pourtant, derrière le long bureau, au siège de l'Humanité, à Paris, s'échappait une phrase d'Aragon : « Le

bonheur existe et j'y crois. » André Lajoinie tenterait bien d'y croire lui aussi, mais la tâche n'est pas aisée. Les premiers chiffres sont tombés il y a à peine trois quarts d'heure : 7 %. La nuque raide, la mèche tombante, il égrène ses explications avec résignation : les ravages du vote utile, la « censure » des médias, la mobilisation des moyens des « forces politiques qui se partagent le pouvoir d'Etat ». Un signe de tête, un coup d'œil inquiet aux caméras, il est déjà debout, prêt à se retrancher à nouveau derrière la porte à soufflets qui abrite les conciliabules des responsables du Parti communiste depuis le début de la soirée.

Mornes, silencieux, une vingtaine de militants réunis autour du buffet campagnard grignotent tristement quelques cornichons. Pas un mot. Pas un échange.

Rouge en berne, vert en fête : « Dans nos rêves les plus fous, nous approchions seulement ce score... », murmure Antoine Waechter, vaguement gêné par les volutes de cigarettes qui s'échappent de la foule massée au buffet « champagne-petits fours » dans une salle de la Mutualité.

Autour du leader, plus bavard qu'à l'ordinaire, le tutoiement est de rigueur et la satisfaction se veut retenue. La « montée » de Le Pen laisse, il est vrai, « un arrière-goût vert-de-gris ».

Rouge et vert : telles sont les couleurs des comités Juquin. Mais ce soir, les Verts, ont une bonne longueur d'avance. Cela « surprend ».

« Rester ce soir silencieux sur le désistement, c'est complètement irresponsable », s'exclame Kaïssa Titous, directrice de la campagne Juquin, dès l'annonce des premiers résultats. Jeune Algérienne, « femme et immigrée », « frustrée de ne pas avoir pu voter ce matin », bref, c'est tout un symbole.

Dans les bureaux « design » près de la place de la Nation, le score de Le Pen crée immédiatement le choc. « Ça va devenir intolérable », murmure un « black » au look branché. De là à évoquer Hitler... « Comme lui », souligne David Assouline, responsable de la coordination étudiante lors des grèves de 1986, le leader du Front national a su faire intégrer la violence à ses troupes. Désormais, il ne suffit plus de se battre contre son fonds de commerce : le chômage et l'immigration. Il faut s'attaquer à lui, à son parti en tant que tel. »

Les supporters d'Ariette Laguiller se donnaient rendez-vous, disaient-on peu avant la fermeture du scrutin, dans un lieu que l'on révélerait plus tard. Les résultats sont tombés. Coup de téléphone donc... « Allô ? Pouvez-vous me dire l'adresse ? »

— Nous ne recevons pas la presse écrite.

— Ah bon...
— Ne le prenez pas mal. Mais le local est trop exigü. Nous devons faire un duplex avec Antenne 2. Vous comprenez, n'est-ce pas ? »

Il ne restait plus qu'à faire un tour chez Pierre Bousset. Surpris ? Pas du tout. N'a-t-il pas été boycotté « d'une manière systématique et même féroce » jusqu'à la veille du scrutin ? Noyé dans une ambiance enfumée et bourdonnante, il suit avec attention les déclarations télévisées de ses concurrents. L'agitation qui règne au deuxième étage trouble à peine la paix de l'immeuble : la permanence du MPPT est tout juste signalée par un petit autocollant appelant à voter Pierre Bousset, le 24 avril. Rien de plus. De son propre aveu, le candidat du MPPT « prend son score avec philosophie ». Il est bien le seul.

Récit du service des informations générales.

QUI FAIT QUOI ?

au conseil général / au conseil régional / à la préfecture.

vient de paraître

L'EXECUTIF DES DEPARTEMENTS ET DES REGIONS

ANNUAIRE 1988 5^e EDITION

Comment et où joindre les principaux dirigeants des départements et des régions ? A quelle porte frapper pour rencontrer ceux qui occupent les postes clés du pouvoir local ? Au conseil général, au conseil régional, à la préfecture, dans les services, dans les différents organismes économiques ou professionnels de chaque région, qui fait quoi ? La question est maintenant facile à résoudre grâce à "L'Exécutif des Départements et des Régions", dont la cinquième édition vient de paraître.

Cet annuaire, sans équivalent, réunit le nom, l'adresse, le téléphone, la fonction et l'étiquette politique de chacun des élus membres de ces exécutifs. Il indique aussi le nom des Préfets, sous-Préfets, ainsi que les coordonnées de différentes directions départementales et régionales. Il répertorie, en outre, près de 10.000 noms et adresses de députés et de sénateurs, d'élus locaux, de responsables économiques, socio-professionnels et consulaires.

Je souhaite recevoir une documentation sur

"L'EXECUTIF DES DEPARTEMENTS ET DES REGIONS".

Nom : _____

Prénom : _____

Qualité ou fonction : _____

N° : _____ Rue : _____

Ville : _____

l'élection présidentielle

la montée de l'extrême droite favorisent M. François Mitterrand

mond Barre pourraient être attirées par M. Mitterrand.

La percée de M. Le Pen, en revanche, est générale. Elle touche principalement les zones urbaines : le catalyseur, dûment répertorié durant les consultations précédentes, est un fort taux de population immigrée et de chômage. La nouveauté est que la France rurale est atteinte à son tour, sous l'effet de l'inquiétude suscitée dans le monde paysan par l'ouverture des frontières, en 1992. Celle-ci suscite des réactions à la fois de nationalisme et de poujadisme qui touchent non seulement le monde rural mais également le milieu des PME (l'Indre, la Manche, le Gers, la Sarthe en sont des exemples frappants). Ce phénomène touche aussi bien des départements de tradition conservatrice que des zones historiquement de gauche.

L'équation du second tour est donc déterminée non seulement par le poids du vote d'extrême droite, mais aussi par son caractère protestataire et composite qui devrait priver M. Chirac de l'intégralité des suffrages qui se sont portés sur

M. Le Pen, quelle que soit la consigne de vote que celui-ci donnera le 1^{er} mai, d'autant plus que M. Le Pen s'est nourri dans certaines zones d'un apport de voix communistes. Le cas de la Seine-Saint-Denis, bastion il n'y a pas si longtemps de la « ceinture rouge » de la capitale, est de ce point de vue symbolique : M. Le Pen devance les deux candidats de la droite, tandis que le PC ne représente plus que le tiers des voix socialistes.

L'affaiblissement du PCF confine cette fois à la marginalisation : avec deux candidats se réclamant du communisme, cette tendance non seulement ne ratisse pas plus large, mais obtient même moins de voix que M. Georges Marchais en 1981 et que les listes communistes en 1986.

L'abstention est équivalente à celle enregistrée au premier tour de 1981 (18,52 % au lieu de 18,90 %). Elle est inférieure aux 21,9 % des législatives de 1986. Les deux protagonistes du second tour peuvent difficilement tabler sur une mobilisation qui favoriserait plus l'un que l'autre.

ANNE CHAUSSEBOURG
et ANDRÉ PASSERON.



L'onde de choc

(Suite de la première page.)

Dans l'immédiat, les résultats du premier tour créent les meilleures chances pour une réélection de M. François Mitterrand. Malgré un recul enregistré tout au long d'une campagne explicite moins performante que sa campagne implicite, le président sortant est très largement en tête (quatorze points le séparent de son rival). La gauche reste minoritaire et M. Mitterrand n'a pas encore créé une dynamique en sa faveur, mais il a pour lui la mécanique des reports de voix. L'équation du second tour est en effet résolue par un premier « tremblement de terre », celui qui affecte la droite : elle éclate en trois pôles — barriste, chrétien, lepéniste — de force presque équivalente. Cet éclatement introduit dans le paysage politique un changement de première grandeur. Il donne à M. Mitterrand le bénéfice d'un choc comparable au recul communiste de 1981.

A tout seigneur tout honneur : comment éviter de lier les deux ans de gestion de M. Chirac au recul spectaculaire de la majorité parlementaire, qui passe de 45 % à 36 %, effondrement dont profite largement le candidat de l'extrême droite. Vérification est ainsi faite que, depuis qu'il fait de la politique au plus haut niveau, le premier ministre vit au détriment de son camp. Il gagne contre les siens : en assurant la victoire de M. Giscard d'Estaing contre le gaulliste Chaban-Delmas (1974) ; en faisant la courte échelle à M. Mitterrand contre le conservateur Giscard d'Estaing (1981) ; en contribuant à l'échec du centriste Raymond Barre, pourtant mieux placé que lui, en principe, pour battre M. Mitterrand (1988). Tout son art, au premier tour, a été de faire illusion, grâce à une débauche d'énergie... et d'argent. Le rapport qualité-prix est bien médiocre.

Jusqu'à présent, il est vrai, il avait mené des combats de survie, aux présidentielles de 1974 et 1981, et à l'élection européenne de 1979. Cette fois, il se battait pour gagner (il considérait encore au début de la semaine dernière que le président-candidat était « battable »), soit pour s'assurer le leadership du camp conservateur. Or M. Barre, au vu

des résultats, est toujours fondé à le lui disputer — « rira bien qui rira le dernier », disait-il — et M. Le Pen empêche l'un comme l'autre de s'imposer.

Deux interprétations

Il y a, bien sûr, deux façons d'interpréter l'audience accrue de l'extrême droite, l'une douce, l'autre qui l'est moins. Version douce : en France, depuis quarante ans, un Français sur quatre vote protestataire. Ce Français-là cherche une solution simpliste à ses difficultés : hier, c'était, à travers le vote communiste, la croyance en un Eldorado mythique ; aujourd'hui, c'est la religion des « Arabes à la mer ». Que ce vote exutoire donne 20 % au PCF, comme en 1978, ou 10 % au PCF et 10 % au FN, comme en 1986, ou 6 % au PCF et 15 % au FN, comme en 1988, le résultat comptable est permanent : la France mal à l'aise pèse toujours le même poids.

La version dure est cependant plus pertinente : c'est une maladie sociale qui crée l'effet Le Pen ; c'est par un traitement social qu'il pourra être combattu, comme l'a affirmé avec force Michel Rocard dans son discours de Conflans-Sainte-Honorine (1). A condition de ne pas réduire le traitement social aux TUC et autres SIVP, ni même au revenu minimum d'insertion que propose M. François Mitterrand et qui est déjà au-delà de l'urgence ; à condition d'admettre que le phénomène Le Pen est aussi un mouvement social, comme le fut, il y a vingt ans, le mouvement de mai 1968, structuré par sa propre hiérarchie de valeurs.

Valeurs contre valeurs : dans un premier temps, la gauche et une partie de la droite ont essayé le traitement moral du lepénisme. Résultat : apparu à 10 % en 1984, il s'est maintenu au même niveau en 1986. Dans un second temps, la droite s'est servie d'une explication en forme d'accusation : M. Le Pen, disait-elle, s'est nourri du laxisme de la gauche. De mars 1986 à avril 1988, on a donc expérimenté le traitement sécuritaire du lepénisme. M. Pasqua n'eut donc pas de mots assez durs

(« terroriser les terroristes ») ni de mise en scène assez spectaculaire (le charter pour le Mali, et « des trains » s'il l'avait fallu). Résultat : les voix d'extrême droite progressent de 50 % ! L'éloge de la matraque et la tentative de séduction par « gémellité » des électeurs d'extrême droite ont donc eu pour effet de renforcer l'audience de M. Le Pen.

Ce double constat ne signifie pas qu'il faille abandonner le traitement moral. C'est sur le socle des valeurs

l'allure. Hier, la France a eu besoin d'un aménagement économique de son territoire : ce fut l'expérience de la DATAR. Elle a aujourd'hui besoin d'un aménagement social de ce territoire. Les zones sinistrées sont connues : la carte des records de M. Le Pen prend la forme d'une énumération de villes à fort taux de chômage. Autant dire que le nouveau pouvoir devra, d'urgence, apporter aux Français les plus touchés le sentiment que leurs problèmes sont pris en charge, et les

rait perdre les élections plutôt que de vendre son âme. On l'a entendu dimanche soir lorsque M. Barre a posé à son vainqueur ses conditions. M. Mitterrand, qui depuis longtemps se fait un devoir d'essayer de casser la droite, n'attend que cela.

Le premier ministre, qui est personnellement allergique à M. Le Pen, a le choix entre deux attitudes. Ou bien il continue d'essayer de séduire l'extrême droite française ; ou bien il se décide enfin, avec tous les risques électoraux que cela comporte, à se dresser contre cet adversaire devenu un égal. Sa décision, dimanche soir, ne paraissait pas encore clairement prise. Si la consigne de second tour est bien celle qui ressort des déclarations de ses principaux lieutenants — rassembler tout ce qui n'est pas socialiste contre M. Mitterrand, — alors il conviendra d'interpeller les « grandes consciences » de la droite, les Bernard Stasi, Michel Noir, Simone Veil, qui rivalisaient d'audace il y a quelques mois dans la dénonciation du danger et qui sont restés soit silencieux, soit réservés, dimanche soir. Contre qui souhaitent-ils rassembler ; l'adversaire socialiste ou l'ennemi d'extrême droite ? La même question vaut pour M. Barre, dont les conditions posées à M. Chirac ne suffisent pas à éclairer la réponse. Elle vaudra, en fait, pour tout le monde. Sans l'affaire du budget de la région Champagne-Ardenne, les socialistes ont eu à choisir entre un vote contre la droite, par réflexe, et une abstention, favorable à M. Stasi, pour priver M. Le Pen de sa position d'arbitre. *Mutatis mutandis*, la droite aujourd'hui est dans la situation des socialistes de Champagne-Ardenne. S'il y a, demain, dissolution de l'Assemblée nationale, la question se posera avec plus d'acuité encore dans de nombreuses circonscriptions. Pour le 8 mai et au-delà, la responsabilité politique de ceux qui se réclament du centre est engagée. En choisissant leur camp, ils feront aussi un choix de société, enjeu inattendu d'un scrutin qui s'annonçait sans passion.

JEAN-MARIE COLOMBANI
et JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Le Monde du 13 avril 1988.



républicaines qu'il faut au contraire bâtir un véritable traitement social, en considérant que le phénomène Le Pen représente d'abord le coût social et politique de la crise.

Interpeller les « grandes consciences »

De ce point de vue, la difficulté est grande, et double. La France ne peut pas ne pas continuer sa marche forcée sur le chemin de la modernisation de son appareil productif. Mais plus vite on modernise, plus on risque le drame. L'état de nos forces, dans la compétition économique mondiale, et d'abord européenne, nous interdit cependant, au nom de ces menaces, de ralentir

détourner ainsi de la désignation d'un bouc émissaire.

C'est sur cette question du bouc émissaire — les immigrés — avec ce qu'elle met en cause des valeurs morales et républicaines que peut se dessiner le clivage à droite. Il existe déjà, nettement pour M. Barre, de manière plus ambiguë pour M. Chirac, entre la droite traditionnelle et l'extrême droite. Les ambiguïtés du premier ministre-candidat, de son discours sécuritaire et « compréhensif » envers les réactions xénophobes d'une partie de la population sont aussi de nature à créer une faille dans son propre camp. On l'a vu lorsque M. Michel Noir a écrit dans ces colonnes qu'il préfé-

Les VUES de Raymond Depardon

LUNDI 25 AVRIL, 0 h 05

François Mitterrand arrive avenue Franco-Russe. Bousculade. Pas de déclaration ! Il s'enferme au deuxième étage. Par miracle, je passe tous les cordons de sécurité. Une porte s'ouvre. Il est là ! Je suis le seul photographe. J'avance encore. Il est très détendu. Tout le monde rit. Il se retourne, surpris. Je bredouille quelque chose. Il me serre la main. Sa femme me sourit. Je crois qu'il faut que je sorte.

D'un rassemblement à l'autre ?

(Suite de la première page.)

Lui donner des gages le priverait de surcroît des voix de beaucoup d'électeurs de Barre, dont les propos dimanche soir, sur la nécessité d'une « société ouverte, tolérante, qui refuse la xénophobie, le racisme et tous les extrémismes », avaient la valeur d'un avertissement.

A supposer même qu'il parvienne, le temps d'un scrutin, à surmonter ces contradictions au nom du combat contre une gauche parée de tous les maux, il tombe sous le sens qu'il les retrouverait une fois élu. Il serait obligé de naviguer au jugé entre deux hommes dont l'ambition n'a pu être stimulée par le vote du 24 avril. L'un, Jean-Marie Le Pen, parce qu'il se sent porté par une vague de fond. L'autre, Raymond Barre, parce qu'au terme d'une campagne menée, au moins au départ, avec trop de détachement, il a le sentiment d'incarner désormais mieux que personne les valeurs de tolérance et de mesure inséparables à ses yeux de l'image de la France.

Face à cette droite morcelée, et qui ne se reconnaît plus de rassembleur, François Mitterrand doit éprouver une grande satisfaction à constater que la gauche, elle, a dominé ses divisions, que personne ne conteste qu'il en est le guide, et que la plupart des pronostiqueurs s'accordent à annoncer sa victoire le jour de la Victoire. Mais outre qu'il a trop fréquenté l'Eglise pour ne pas savoir que tel qui entre pape au conclave en sort souvent cardi-

nal, il ne peut pas ne pas voir tout ce qui, dans le présent et dans l'avenir, a lieu de le préoccuper.

Son score, pour commencer, est inférieur à celui dont le créditaient les sondages. Il dépasse peu le total des voix obtenues aux législatives de 1986 par le PS et les divers gauches. Le succès inattendu des candidats marginaux s'ajoute à celui du Front national pour montrer qu'une partie importante de la population française a perdu foi, qu'il montre un visage de droite ou un visage de gauche, dans les vertus du système.

Le plus préoccupant

Il va de soi cependant que le plus préoccupant demeure, précisément, la montée en force de Jean-Marie Le Pen, nouvel avatar de cet homme providentiel à qui les Français sont périodiquement tentés de remettre leur sort. Etrange destin que celui de ce bagarreur qui a passé l'essentiel de sa vie en des combats marginaux ou perdus d'avance, et qui, sur le tard, voit des millions de gens, qui sont pour la plupart du temps des braves gens, applaudir ses réquisitions contre l'immigration.

S'il connaît un tel succès, ne nous le dissimulons pas, ce n'est pas seulement parce que le retour à la proportionnelle, en 1986, a ouvert la boîte de Pandore. C'est parce que

celle-ci débordait des ressentiments de trop de Français qui pour toutes sortes de raisons — mauvaises ou bonnes — ne se sentent plus chez eux en France. Tant qu'il y aura des exclus, il ne faudra pas s'étonner de voir se développer la tentation extrémiste.

Pour être réélu, François Mitterrand a besoin d'une fraction de l'électorat de Le Pen et de Barre. Moins que Chirac, il n'a besoin de faire de concessions au premier, et il rencontre tout naturellement le second sur le terrain des droits de l'homme.

La position hégémonique qu'il détient au sein de la gauche le dispense de consentir la moindre promesse — des communistes en pleine déconfiture. Il est donc, à première vue, beaucoup plus libre de ses mouvements que son challenger. Souhaitons qu'il en profite pour sortir du flou où il s'est jusqu'à présent trop souvent complu et pour définir les quelques idées simples capables de rendre enfin à la France l'ambition collective dont elle a tant besoin.

C'est à ce prix seulement qu'il sera autre chose que le « président par défaut » dont parle Jean Boissonnat, et que face à la montée des périls internes et externes il donnera à de Gaulle la satisfaction de constater que si ses héritiers sont en perte de vitesse, du moins son adversaire le plus résolu lui donne enfin raison.

ANDRÉ FONTAINE.

Pierre-André ALBERTINI



Un Français en apartheid

Une Afrique du Sud vécue de l'intérieur. Le récit scrupuleux de deux ans et demi de la vie d'un jeune Français en apartheid, qui ne trouve qu'un seul moyen de s'y adapter : aider ceux qui le combattent.

au Vif du Sujet

GALLIMARD *nrf*

Le premier tour de l'élection présidentielle

Les stratégies à droite et à l'extrême droite

M. Raymond Barre reste dans le jeu

Selon le fameux principe de la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine, le score de M. Raymond Barre peut être appréhendé de deux manières. Mathématiquement, il est décevant. Depuis sa création en 1978, jamais l'UDF n'était tombée aussi bas. Son candidat fait certes un peu mieux que M. Jean Lecanuet en 1965 (15,57 %) et, pour prendre un repère souvent retenu au cours de cette campagne, mieux que M. Jacques Chaban-Delmas en 1974 (15,10 %), mais il est très nettement en deçà du total de M. Alain Poher au premier tour de 1969 (23,30 %), sans parler évidemment des performances de M. Valéry Giscard d'Estaing tant au premier tour de 1974 (32,60 %) qu'à celui de 1981 (28,31 %).

Mais, psychologiquement — et c'est sans doute ce qui, aujourd'hui, importe le plus pour lui — M. Barre ne perd pas la face devant son concurrent de la majorité, M. Chirac. Trois points d'écart, c'est moins que ne le prédisaient les derniers sondages, et c'est en tout cas trois fois moins que l'écart qui séparerait au premier tour de 1981 ce même M. Chirac du président sortant. Sur le terrain de la droite miné par le Front national, M. Barre aura réussi à faire bonne figure face à M. Chirac, et il peut prétendre représenter, entre le Front national et le RPR, le troisième tiers de cette droite en décomposition ou plutôt en voie de recombinaison.

Cela faisait dire, dimanche soir, aux barristes que leur candidat avait subi « un échec purement technique », conséquence d'une campagne « hypermédiatisée ». Explication un peu courte. Dès le départ, c'est vrai, ces barristes avaient annoncé qu'ils feraient une campagne « sérieuse, classique, peu ostentatoire ». Sans doute fut-elle en définitive trop sérieuse, trop classique, trop peu ostentatoire. Ils en faisaient une question d'honneur. C'était louable. Mais on ne se bat pas à l'élection présidentielle pour l'honneur seulement. Ces barristes ont voulu disputer un match en se référant à des règles du jeu que l'on savait par avance obsolètes.

Ils ont donc constamment donné le sentiment d'être en porte-à-faux, de lutter à armes inégales, avec un candidat qui pourtant avait grandement besoin de donner de lui une image plus moderne. Ils étaient en retard de trois campagnes. Ce n'est que dans la dernière semaine qu'ils ont paru accepter de se plier aux nouvelles modes. C'était trop tard. Qu'on le veuille ou non, une campagne est faite pour se vendre. M. Barre n'a pas su se vendre. Il est aussi resté trop professoral, ne parvenant que rarement à distiller l'onc de réverie, indispensable support à tout élan. Il a paru s'intéresser à la France plutôt qu'aux Français.

Enfin, l'ancien premier ministre aura commis quelques erreurs stratégiques qui, à partir de la mi-février, ont provoqué un beau gâchis dans les sondages. Installé constamment par ceux-ci dans la position avantageuse de meilleur challenger de M. Mitterrand au second tour, il a fini par en oublier le premier. Vis-à-vis de M. Chirac parti en campagne avant lui, et bétonnant sa droite, il a accusé un « retard à l'allumage » qu'il n'est jamais parvenu par la suite à rattraper.

L'homme du recours

Mais surtout, lui qui avait réussi depuis 1981 à composer une image d'homme au-dessus des partis s'est laissé benoîtement enfermer dans le jeu des partis. L'UDF a, en permanence, traîné les pieds pour le soutenir. Le carré magique de M. François Léotard a surtout été pour lui diabolique. La « campagne de proxi-

mité » des centristes n'exista que sur le papier. Au total, le soutien UDF aura eu plus d'inconvénients pour M. Barre que d'avantages. Notamment ces deux-ci : son discours d'ouverture vers la gauche est resté sans effet, car il était trop occupé à consolider son camp ; forcé de participer malgré lui aux jeux subtils du microcosme, il n'a pu disputer à M. Jean-Marie Le Pen le capital électoral nourri par le rejet de la classe politique dans une bonne partie de l'opinion.

Parions qu'en ces deux mois de campagne présidentielle M. Barre aura appris plus qu'en douze ans de vie politique. « Cette campagne l'a déniaisé », approuvait un de ses proches. On a d'ailleurs eu la confirmation dès dimanche soir qu'il n'avait nullement l'intention de déteiler. Sa courte déclaration faite à 20 h 15 au Sénat aux côtés de M. Chirac se termine par deux phrases lourdes de perspectives : « A toutes celles et à tous ceux qui m'ont fait confiance, je demande qu'au-delà du 8 mai ils poursuivent l'action qu'ils ont menée jusqu'ici au service de la France. Ils doivent savoir qu'ils peuvent compter sur moi. »

L'hexagone magique

D'expérience, M. Barre sait qu'il peut espérer à nouveau s'investir dans le rôle qui lui sied le mieux : celui de l'homme providentiel et du recours. L'âge de M. Mitterrand, son résultat convenable, son capital de confiance demeuré paradoxalement intact, sa satisfaction d'avoir fourni à cette campagne les enjeux essentiels du débat (État impartial, Europe, solidarité), voilà autant d'éléments qui depuis quelques jours déjà l'ont décidé à ne point abandonner la scène. La contre-performance de M. Chirac, lourdement lésé à présent par le boulet Le Pen, représente aussi pour lui un espoir de lendemains meilleurs. M. Barre, on peut en croire, sera entre les deux tours d'une loyalité parfaite à l'égard de M. Chirac, d'autant plus parfaite que les chances du candidat du RPR de l'emporter dans quinze jours paraissent hypothéquées.

C'est la première fois depuis le début de la V^e République que, au soir d'un premier tour, un perdant accepte de s'afficher beau joueur aux côtés du gagnant de son camp. Cet engagement spectaculaire n'est évidemment pas sans arrière-pensée. C'est une leçon de loyalisme à M. Chirac, que M. Barre avait accusé, au lendemain du 10 mai 1981, d'« avoir joué à quitte ou

double le sort de la V^e République ». Ce reproche ne pourra jamais lui être retourné. C'est une façon aussi de prendre date et de poser ses conditions au candidat de la majorité, qui pourrait être tenté de faire maintenant les yeux doux à M. Le Pen.

M. Léotard avait inventé le carré magique. M. Barre a inventé dimanche soir l'hexagone magique, en posant tout de suite à M. Chirac les six priorités de son engagement : « Une société ouverte, tolérante, qui refuse le xénophobie, le racisme et tous les extrémismes ; une meilleure formation de notre jeunesse ; la compétitivité de notre économie par la recherche et l'investissement ; la solidarité à l'égard des nouveaux pauvres et des exclus ; l'impartialité de l'État ; l'union de l'Europe. » C'est évidemment sur le premier côté de cet hexagone que va se jouer la partie entre M. Chirac et M. Barre, et derrière lui l'UDF.

Tous derrière et lui devant, telle est dès maintenant la consigne dans les rangs de l'UDF, dont le bureau politique devait se réunir dès lundi matin. Les centristes tiendront conseil l'après-midi. Mardi, ce sera au tour des parlementaires. On peut s'attendre à ce que tous, officiellement, dans les conditions posées par M. Barre, apportent un soutien loyal et massif à M. Chirac pour mieux se dédouaner des projets futurs. Entre ce 25 avril et le 8 mai, personne ne compte bouger. Mais la perspective et les conséquences d'une réélection confortable de M. Mitterrand sont déjà dans toutes les têtes. La marge de manœuvre de M. Léotard, trop liée à M. Chirac, apparaît restreinte. La discrétion prolongée de M. Valéry Giscard d'Estaing peut être encore sujette à beaucoup d'interprétations.

Au soir du 8 mai, tous les projecteurs risquent bien de se tourner vers le CDS de M. Pierre Méhaignerie, qui sera placé devant une responsabilité historique : accepter le front républicain avec les socialistes ou rester arrimé à une droite enkystée par le Front national. La poussée de M. Le Pen et le mauvais score de M. Chirac semblaient lever définitivement, dimanche soir, les dernières appréhensions. Ces centristes au fond ne se posent plus que deux questions : jusqu'où M. Barre consentira-t-il à les suivre ? M. Mitterrand vainqueur saura-t-il, pour leur permettre de respirer, se dispenser de l'arme automatique de la dissolution ? L'heure du compromis historique n'est peut-être plus qu'une question de minutes.

DANIEL CARTON.

M. Chirac face à la tentation du compromis

Les chiraquiens ne pouvaient dissimuler, dimanche soir, leur déception. Même si le premier ministre-candidat, « semblable à lui-même dans ces moments-là », selon l'un de ses proches, affichait sa détermination à se battre et s'employait à galvaniser son entourage, le résultat du premier tour de scrutin était trop inférieur aux espérances pour ne pas assombrir les perspectives. M. Edouard Balladur, ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, venu à l'hôtel Matignon s'entretenir avec M. Jacques Chirac, affirmait qu'il y avait « une partie à jouer », et qu'il fallait « la jouer à fond ». Il n'en restait pas moins que, tant par le résultat de M. Chirac que par celui de M. Jean-Marie Le Pen et par l'écart séparant le premier ministre de M. François Mitterrand, la donne issue des urnes fournissait à peine aux chiraquiens la possibilité d'un jeu de contre.

De son ministère de la place Beauvau, M. Charles Pasqua, s'entretenant par téléphone avec M. Chirac, communiquait ses informations et ses analyses. Le ministre de l'intérieur estimait que les événements de Nouvelle-Calédonie et de Corse avaient fait perdre à M. Chirac des voix — 1 point de pourcentage, ou davantage ? — au profit, avant tout, de M. Le Pen. Un glissement de ce genre aurait été observé dans des bureaux où votaient des militaires. Pourtant, on était au début de la soirée, et les résultats de Paris, des DOM et des Français de l'étranger pouvaient faire remonter le score de M. Chirac. Jusqu'à 22 % ? Cette hypothèse ne devait pas tenir très longtemps.

M. Chirac se trouvait face à deux inconnues. La première résidait dans le comportement de M. Raymond Barre. Le premier ministre s'était rendu, samedi, au domicile parisien du candidat de l'UDF, avenue Charles-Floquet, pour s'entretenir avec lui de la préparation du second tour. M. Chirac tenait à cette entrevue avant dimanche, considérant que la conduite que tous deux adopteraient devait être décidée par eux, en tête à tête, et non par l'intermédiaire de leurs entours, ni même au téléphone. Cela n'avait pas empêché MM. Maurice Ulrich, directeur du cabinet du premier ministre, Alain Juppé, son porte-parole, et Philippe Mestre, directeur de la campagne de M. Barre, de discuter ensemble pour préparer cette entrevue. Le principe d'une apparition conjointe était acquis. L'idée qu'elle ait lieu au Sénat, bastion de l'opposition de

1981 à 1986 et lieu symbolique d'une union UDF-RPR non assumée par le Front national, était avancée depuis le milieu de la semaine.

Un meeting avec M. Barre à Paris

Faute de pouvoir lire, chacun, la moitié d'une déclaration commune... MM. Chirac et Barre sont convenus de s'exprimer côte à côte, dès 20 h 15, au palais du Luxembourg. Les propos de M. Barre n'ont pas été, manifestement, tout à fait du goût du premier ministre, puisqu'ils désignaient d'emblée, à l'attention des électeurs centristes, le danger que représente le Front national. M. Chirac ne peut, toutefois, que s'en accommoder. M. Barre et lui-même ont prévu, d'autre part, un meeting commun au Palais Omnisports de Bercy, à Paris, réunion dont la date doit être fixée en fonction de celle du débat télévisé entre le premier ministre et M. Mitterrand.

Pour le reste, après la réunion du gouvernement en conseil de cabinet, lundi en fin de matinée, à l'hôtel Matignon, et celle du comité de liaison de la majorité, en fin d'après-midi, étaient prévues celles des groupes RPR et UDF de l'Assemblée nationale et du Sénat, mardi. M. Chirac, après un entretien avec M. Valéry Giscard d'Estaing, devait prendre la parole devant ces deux derniers auditoires, mais il n'était pas sûr que M. Barre y vienne avec lui. Le député du Rhône tient, visiblement, à préserver sa totale autonomie entre les deux tours. Loin de donner carte blanche à M. Chirac, il s'est posé en observateur vigilant des initiatives que prendra le premier ministre.

« Finasser ? » A quoi bon

Les initiatives dont il est question concernent, naturellement, M. Le Pen et son électorat. Les chiraquiens ont observé que le président du Front national était apparu, dimanche soir, « très calme » et que, au-delà du second tour, il avait parlé des élections futures. M. Le Pen paraît se soucier de son avenir comme l'un des chefs d'une droite dans laquelle M. Pasqua l'a, sans tarder, rangé dans sa présentation des résultats : voilà qui peut être encourageant pour M. Chirac. S'il veut être admis, un jour, parmi les patrons de la droite, M. Le Pen doit réussir un examen de passage, celui du rassemblement face à l'adversaire commun.

Sur la façon de s'y prendre pour parvenir à ce résultat, il y a des

nuances. M. Pasqua, par exemple, s'adressant aux électeurs de M. Le Pen, a parlé de lutte contre l'insécurité et contre le terrorisme, mais pas — ce qu'a fait M. Chirac — d'« identité nationale », ni de lutte contre « l'immigration clandestine ». Mettre au défi M. Mitterrand de refuser les voix des électeurs de M. Le Pen, comme l'ont fait MM. Philippe Séguin et Alain Juppé n'a guère de sens, sinon se s'interdire à soi-même de trop en faire pour aller les chercher. Autre chose est de dire, comme l'a fait M. Balladur pendant la campagne, que les électeurs du Front national devront se demander, au second tour, qui, de M. Chirac ou de M. Mitterrand, sera la plus ferme face aux immigrés.

Le premier ministre s'attendait au score élevé de M. Le Pen, qu'il évaluait, quelques jours avant le vote, à 14 %. Il disait, en même temps, ne pas « voir » M. Mitterrand réélu. Il était clair, pourtant, que la première estimation infirmait la seconde. La campagne du président-candidat, depuis une semaine donnait le sentiment d'hésiter, de ne pas vraiment trouver sa voie entre la mobilisation des socialistes et l'appel au centre, entre la crainte de refroidir certains électeurs de gauche et la nécessité de convertir en bulletins de vote la popularité acquise auprès d'une partie des autres. La perspective politique que dessinait M. Mitterrand était, en effet, pour le moins, floue et peu engageante. Mais s'il ne voyait pas le président réélu, M. Chirac ne pouvait pas, non plus, se voir lui-même élu.

Pour le premier ministre, que M. Mitterrand l'emporte, et le Front national sera bientôt à 20 %. Certains des siens sont hostiles à l'idée de « finasser » avec le mouvement, comme les socialistes, observent-ils, ont essayé de le faire en leur temps. A quoi bon « finasser », en effet, avec un courant qui se nourrit du rejet et du mépris qu'il entretient et répand envers les hommes politiques ? M. Jean-Claude Gaudin en a fait, et n'a sans doute pas fini d'en faire, à Marseille, la pénible expérience. Y a-t-il d'autres candidats ? Pas M. Chirac en tout cas.

Entre le président du RPR — à qui M. Le Pen et ce qu'il représente inspirent, de longue date, une aversion sans mélange — et celui du Front national, l'heure n'est pas — si elle l'a jamais été — à des alliances biaisées, mais à la guerre. Les hommes de ce combat existent auprès de lui. Est-ce de ceux-là qu'il prendra la tête ?

PATRICK JARREAU.

M. Le Pen se tourne vers les électeurs de gauche

Le succès de M. Le Pen est indéniable. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1974, le président du FN grappillait 0,74 % des suffrages. En 1981, faute de parrains, il ne participait pas aux agapes électorales. En 1988, « le grand perturbateur » dévore les suffrages. Il accroît considérablement son influence par rapport aux élections législatives de mars 1986 et il talonne M. Barre. Aux élections européennes de 1984, il ne manquait au Front national que quelques milliers de voix pour devancer la liste du PCF. Quatre ans plus tard, M. Jean-Marie Le Pen fait plus du double du score du candidat communiste. Il ne s'agit plus d'un simple électoral de rencontre, mais d'un électoral durablement fixé à droite de la droite « classique ». Les douze mois de campagne du « menhir tricolore » ont payé, alors même que l'élection présidentielle représentait pour le FN la course électorale la plus difficile à mener.

Depuis les élections municipales de 1983, le score du Front national constitue régulièrement la « surprise » des soirées d'élections. Il dépasse systématiquement les estimations avancées par les instituts de sondages. Cela prouve à quel point l'électorat lepéniste est difficile à saisir. Les sondages se trouvent en effet confrontés aux mêmes difficultés que celles rencontrées jadis avec les électeurs communistes. L'électorat lepéniste n'avoue pas facilement son intention de vote. Malgré les correctifs apportés aux résultats bruts, le redressement se révèle, régulièrement, insuffisant. Quoi qu'en dise M. Le Pen, cette sous-estimation n'a pas que des effets négatifs, bien au contraire : elle renforce l'impact psychologique de son résultat en accentuant l'effet « divine surprise » et elle cimente un peu plus ses électeurs dans la conviction qu'il est bien — et qu'ils sont avec lui — la victime d'un « complot politico-médiatique » destiné à le dévaloriser.

En attendant les études fines qui permettront de mieux détailler les ressorts de la nouvelle poussée lepéniste, il est possible d'avancer plusieurs éléments d'explication. Le candidat de « la droite nationale et populaire » a probablement bénéficié des événements de Nouvelle-Calédonie et de Corse. La mort de plusieurs gendarmes serait ainsi venue à point nommé fournir, aux yeux des sympathisants lepénistes, la preuve de la véracité des propos de l'« outsider » sur la nécessité de restaurer « l'autorité de l'État ».

Le fait qu'à droite M. Chirac ait distancé nettement M. Barre dans les sondages (plus nettement que dans la réalité) a peut-être libéré pour M. Le Pen le vote d'électeurs chiraquiens. Quoique sensibles aux thèses lepénistes, ils auraient — si cette thèse est confirmée — voté au premier tour pour le premier ministre si MM. Barre et Chirac avaient été donnés dans un mouchoir, afin de le faire passer devant M. Barre, suspect de « centrisme mou ».

Ces raisons conjoncturelles sont toutefois insuffisantes pour expliquer l'éruption lepéniste du 24 avril. Il faut en revenir à ce qui fait l'essentiel du vote Le Pen : une double réaction protestataire et morale. Les sympathisants FN représentent « un ensemble désemparé et marginalisé, mal à l'aise dans notre système social et politique » indiquait une enquête réalisée auprès de quatre cents sympathisants FN (*Le Monde* du 12 mars). La fraction de l'électorat prête à abandonner les repères droite-gauche pour sanctionner globalement la classe politique s'est accrue. C'est l'une des conséquences d'une crise qui dure depuis maintenant quinze ans et dont la non-résolution est imputée aussi bien à la droite qu'à la gauche.

Le 1^{er} mai de droite

Le « grand perturbateur » a largement puisé dans un autre gisement : celui des « valeurs morales ». Loin des discours économiques, M. Le Pen a fait vibrer ses publics en entonnant l'hymne de la morale, de la hiérarchie des valeurs, du bien et du mal. Un instantané permet peut-être de mieux comprendre le succès du candidat FN. C'était à Montpellier, au début du mois de mars, au cours de l'un de ses meetings. Les premiers rangs étaient remplis de jeunes garçons et filles, dix-huit/vingt-cinq ans. Leur look n'avait rien de « facho ». Leur présence n'aurait en rien détonné dans un concert de Madonna ou des Pink Floyd. Leurs applaudissements nourris, enthousiastes, fervents allaient systématiquement aux couplets sur le retour des valeurs morales, de la famille, de la patrie, du culte de la terre, etc. « On veut lui remettre le pouvoir parce qu'on a confiance qu'en toute circonstance il sentira comme la nation », écrivait-il y a cent ans Maurice Barrès à propos du général Boulanger...

M. Le Pen est parvenu aujourd'hui à dépasser la simple exploitation électorale des thèmes de l'immigration et de la sécurité pour incarner un système de pensée

« nationale » (« la préférence nationale »), une idéologie empruntant à la droite ses valeurs d'autorité, de nationalisme, de défense de « l'ordre naturel des choses », et à la gauche celle de défense des pauvres, des chômeurs, des exclus, du moins de ceux munis d'une carte d'identité nationale. Le choix de la date du 1^{er} mai, fête du travail, pour défilé à l'ombre de Jeanne d'Arc est éminemment symbolique de la stratégie du Front national. Le secrétaire général de cette formation, M. Jean-Pierre Stirbois, ne cache d'ailleurs pas son souhait de s'attaquer résolument à l'électorat socialiste. Quant à M. Le Pen, il n'a cessé de lever de plus en plus haut, au cours de la campagne, la bannière des « nouveaux pauvres ».

Avec plus de 14 % des suffrages, M. Le Pen se trouve maintenant en position de force à l'égard du premier ministre. Dimanche soir, son ton impérieux et, de nouveau, volontiers agressif avec les journalistes montre assez dans quelle disposition d'esprit il se trouve. Il campe sur son fortin électorale en attendant les émissaires de M. Chirac. « Je ne sollicite rien », dit-il.

« Je deviens moralement le chef de file de l'opposition nationale », expliquait M. Le Pen dans un entretien aux *Dernières nouvelles d'Alsace*, en évoquant une réélection de M. Mitterrand. La voie qui s'ouvre devant lui s'annonce royale. Si M. Chirac négocie ou infléchit son discours dans le sens de la « préférence nationale », ce sont les thèses de M. Le Pen qui seront ainsi validées au plus haut niveau ; si, en revanche, il n'est l'objet d'aucun appel du pied, d'aucune sollicitation, pourra mettre en avant « la cécité » de la droite « justement » sanctionnée par son électorat en colère. Dans les deux hypothèses, il est gagnant.

Quant à la perspective des élections municipales de 1989, un simple regard sur le nombre de villes où le Front national dépasse les 20 % ou arrive en tête complète une vision que, de sa lunette de marine installée dans sa villa de Saint-Cloud, l'ancien député poujadiste juge idyllique.

PIERRE SERVANT.

LES RÉSULTATS DU PREMIER TOUR

	MÉTROPOLE		OUTRE-MER		TOTAL		
	Inscrits	Votants	Inscrits	Votants	Inscrits	Votants	
Inscrits	37 071 316		860 178		37 931 494		
Votants	30 391 284 (81,98 %)		515 056 (59,87 %)		30 906 340 (81,47 %)		
Abstentions	6 680 032 (18,01 %)		345 122 (40,12 %)		7 025 154 (18,52 %)		
Blancs ou nuls	604 391 (1,98 %)		18 999 (3,68 %)		623 390 (2,01 %)		
Exprimés	29 786 893		496 057		30 282 950		
CANDIDATS	Nombre de voix obtenues	Suffr. exp. (%)	Nombre de voix obtenues	Suffr. exp. (%)	Nombre de voix obtenues	Suffr. exp. (%)	Inscrits (%)
Mitterrand	10 094 137	33,88	232 232	46,81	10 326 369	34,10	27,22
Chirac	5 893 238	19,78	132 138	26,63	6 025 376	19,90	15,88
Barre	4 915 923	16,50	94 654	19,08	5 010 577	16,55	13,20
Le Pen	4 349 783	14,60	13 820	2,78	4 363 603	14,41	11,50
Lajoie	2 041 394	6,85	12 370	2,49	2 053 764	6,78	5,41
Juquin	634 487	2,13	2 274	0,45	636 761	2,10	1,68
Waechter	1 141 986	3,83	3 516	0,70	1 145 502	3,78	3,02
Laquiller	600 667	2,01	3 857	0,77	604 524	2,00	1,59
Boussel	115 278	0,38	1 196	0,24	116 474	0,38	0,31

Le premier tour de l'élection présidentielle

L'évolution des forces département par département

La permanence du mitterrlandisme

Si les résultats de M. Mitterrand ne sont pas époustouffants, dans la mesure où le président-candidat reçoit, par rapport au score du PS aux élections législatives de 1986, une « prime » d'environ 2 points seulement, l'étude du vote Mitterrand par département montre une réalité encourageante pour lui : en dehors des DOM qui lui font un franc succès, avec une majorité absolue dès premier tour, aucun département de métropole n'a sanctionné le septennat du candidat soutenu par le PS. Partout dans l'Hexagone, par rapport au premier tour de 1981, M. Mitterrand est stable, ou en progression, y compris dans certains départements de droite (sur l'ensemble du pays il gagne près de 10 points en sept ans, puisqu'il avait obtenu 25,84 % des suffrages au premier tour de 1981).

En revanche, dans trente-sept départements métropolitains, M. Mitterrand a enregistré dimanche un score inférieur à celui obtenu par les listes du PS (et éventuellement les autres listes de gauche non communistes) en 1986. Sans doute certaines de ces baisses s'expliquent-elles par la capacité de rassemblement sur leur nom de personnalités locales pour les élections législatives. Peut-être aussi les ambiguïtés nées de la cohabitation et des intentions prêtées à M. Mitterrand ont-elle été parfois sanctionnées. Dans certains départements de gauche (Territoire de Belfort, Drôme, où la chute est de près de 7 points), ce phénomène

correspond, en négatif, à une forte poussée du Front national.

La carte des points forts et celle des points faibles du candidat Mitterrand confirment la permanence de certaines données et l'émergence d'autres. Dans les bastions ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais, M. Mitterrand enregistre toujours des scores supérieurs à sa moyenne nationale. Dans le Pas-de-Calais, M. Mitterrand gagne 12,3 points par rapport à son score de 1981 et 6,86 points par rapport à la liste PS de 1986.

Les départements qui détenaient les records de mitterrlandisme sont des valeurs sûres mais aussi (sauf le Pas-de-Calais) des départements surtout ruraux. Par ordre décroissant : la Nièvre, les Landes, l'Ariège, la Charente, le Pas-de-Calais, la Haute-Garonne, le Gers, l'Aude, autant de points forts traditionnels d'un socialisme un peu figé.

A l'inverse, l'ensemble des départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur accordent moins à M. Mitterrand que sa moyenne nationale et confirment la disgrâce des socialistes dans ces départements gagnés par le FN. Enfin, dans l'ensemble de la région parisienne, M. Mitterrand recueille un score légèrement inférieur à sa moyenne nationale et nettement au-dessous pour les Hauts-de-Seine (29,10 %), les Yvelines (29,38 %) et à Paris (29,47 %).

J.-L. A.

Les scores de M. Mitterrand du PS et du MRG

	5 mai 1974 % exprimés (1)	26 avril 1981 % exprimés (2)	16 mars 1986 % exprimés (3)	24 avril 1988 % exprimés (4)
Ain	39,63	27,92	32,13	31,40
Aisne	48,46	26,93	34,42	39,53
Allier	48,96	25,59	30,73	30,27
Alpes-de-Haute-Provence	48,06	26,95	30,83	30,36
Hautes-Alpes	42,49	26,25	33,77	29,06
Alpes-Maritimes	43,48	22,83	23,58	24,38
Ardèche	42,10	26,73	33,19	30,64
Ardennes	47,95	28,31	32,51	37,19
Ariège	56,73	34,46	38,68	41,39
Aube	42,99	26,57	29,91	33,67
Aude	56,27	36,22	41,22	40,12
Aveyron	37,95	27,61	35,11	33,57
Bouches-du-Rhône	52,07	25,44	25,85	26,96
Calvados	38,39	29,00	35,05	37,40
Cantal	32,88	23,24	35,40	31,78
Charente	44,39	32,67	34,76	41,39
Charente-Maritime	41,81	36,36	35,57	36,43
Cher	44,85	24,90	23,75	33,28
Corrèze	49,73	21,83	26,65	28,92
Corse-du-Sud	41,35	24,06	27,94	25,83
Haute-Corse	47,00	27,52	35,18	31,17
Côte-d'Or	43,12	32,93	34,43	35,75
Côtes-du-Nord	45,17	29,48	37,87	38,26
Creuse	49,83	24,55	36,82	34,81
Dordogne	47,67	28,34	32,69	34,84
Doubs	41,84	30,73	35,48	34,95
Drôme	45,81	30,32	38,13	31,60
Eure	42,61	28,92	32,64	36,51
Eure-et-Loir	41,03	29,04	35,03	35,73
Finistère	37,09	28,96	38,12	35,70
Gard	50,66	25,90	28,84	29,04
Haute-Garonne	49,89	36,25	37,90	40,34
Gers	50,78	36,36	40,65	40,15
Gironde	42,37	35,91	36,63	38,85
Hérault	49,74	28,25	33,96	31,11
Ille-et-Vilaine	33,25	27,72	37,25	37,61
Indre	43,54	25,49	34,92	37,64
Indre-et-Loire	35,08	31,88	32,73	37,53
Isère	47,13	30,60	35,61	33,90
Jura	42,69	28,54	34,56	33,42
Landes	44,66	35,71	42,85	42,07
Loir-et-Cher	40,49	27,89	37,04	35,54
Loire	41,45	26,62	29,86	30,41
Haute-Loire	34,49	26,55	26,15	29,97
Loire-Atlantique	36,98	31,29	37,97	36,79
Loiret	38,14	26,84	31,41	31,82
Lot	47,06	34,39	36,22	38,77
Lot-et-Garonne	47,11	29,79	35,25	33,62
Lozère	31,58	23,15	29,08	26,83
Maine-et-Loire	30,77	26,25	30,52	32,63
Manche	29,87	24,04	28,26	33,78
Marne	43,20	26,20	28,59	34,60
Haute-Marne	41,88	29,72	32,92	35,25
Mayenne	28,64	24,49	32,35	33,61
Meurthe-et-Moselle	46,52	28,48	33,85	35,08
Meuse	41,78	28,55	36,96	35,11
Morbihan	33,72	26,82	31,68	34,98
Moselle	42,42	27,60	27,99	33,34
Nièvre	57,02	40,93	40,80	44,52
Nord	48,06	27,29	30,01	36,74
Oise	45,40	27,68	33,50	36,50
Orne	33,12	25,42	32,34	34,12
Pas-de-Calais	51,62	28,92	34,36	41,22
Puy-de-Dôme	42,49	29,91	36,03	34,20
Pyrénées-Atlantiques	37,11	30,33	37,18	33,82
Hautes-Pyrénées	50,65	33,38	42,10	37,85
Pyrénées-Orientales	51,30	27,80	28,48	31,40
Bas-Rhin	31,03	23,60	26,80	28,19
Haut-Rhin	29,14	24,91	29,91	29,43
Rhône	42,00	28,48	29,28	29,32
Haute-Saône	45,01	31,64	36,76	37,42
Saône-et-Loire	45,56	30,40	33,96	37,56
Sarthe	41,42	27,77	31,33	38,09
Savoie	43,56	27,22	32,97	30,36
Haute-Savoie	35,89	25,55	31,32	27,15
Paris	37,34	26,70	31,97	29,47
Seine-Maritime	47,18	28,53	35,53	39,04
Seine-et-Marne	42,82	27,93	30,62	33,00
Yvelines	40,63	27,37	31,04	29,38
Deux-Sèvres	34,95	31,28	37,31	37,47
Somme	47,29	25,11	30,57	36,68
Tarn	44,27	31,91	39,48	36,53
Tarn-et-Garonne	44,82	33,60	45,48	36,37
Var	46,13	24,65	24,14	25,45
Vaucluse	48,04	27,75	30,83	29,46
Vendée	27,76	25,61	29,42	32,18
Vienne	39,95	30,51	39,12	37,86
Haute-Vienne	53,52	27,80	34,79	37,85
Vosges	40,07	28,84	32,41	35,37
Yonne	41,68	27,38	29,88	33,15
Territoire de Belfort	47,53	35,43	42,45	36,78
Essonne	46,88	29,51	32,84	32,94
Hauts-de-Seine	43,43	26,11	28,26	29,10
Seine-Saint-Denis	59,98	26,88	29,13	32,91
Val-de-Marne	44,01	27,15	28,79	31,46
Val-d'Oise	47,74	28,56	31,29	33,19

La marginalisation de l'audience communiste

Avec 6,8 % des suffrages exprimés, le Parti communiste réalise le résultat électoral le plus faible de son histoire, qui a débuté en 1920. Il se situe en deçà du score de 8,4 % obtenu aux élections législatives de 1932. A l'exception des départements du Cantal, de la Haute-Corse, du Lot et de la Lozère, M. André Lajoinie est en recul partout par rapport aux élections législatives de 1986 qui avaient donné 9,8 % des voix aux listes du PCF. En recueillant légèrement plus de 2 millions de suffrages, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale totalise moins de la moitié des voix qui s'étaient portées sur le secrétaire général, M. Georges Marchais, en 1981. Un seul département, l'Allier dont il est député, lui donne plus de 15 % des voix. Dans quatorze départements, M. Lajoinie fait entre 10 % et 15 % ; dans cinquante et un départements de la métropole, il réalise entre 5 % et 10 % et dans vingt-huit, son score est inférieur à 5 %.

Cette nouvelle baisse, qui place le PCF en position marginale dans une majorité de départements, est la quatrième consécutive après les reculs de l'élection présidentielle de 1981, des élections européennes de 1984 et des législatives de 1986. Ce septennat d'effondrement n'est pas masqué par la thèse de la direction du parti, selon laquelle le score pré-

sidentiel du 24 avril ne reflète pas l'« influence réelle » du PCF.

Phénomène préoccupant pour l'équipe de M. Marchais, le PCF bat en retraite dans toute l'ancienne « banlieue rouge » de Paris. Non seulement M. Lajoinie est devancé par M. Mitterrand, et de loin, dans pratiquement toutes les villes de la ceinture parisienne, mais aussi par M. Le Pen dans bon nombre d'entre elles. A l'évidence, le candidat d'extrême droite est allé puiser ses forces dans un électoral anciennement communiste. A Paris, le PCF disparaît quasiment de la scène avec moins de 4 % des suffrages et une différence de moins d'un point avec M. Pierre Juquin.

Le candidat rénovateur, qui créait une situation inédite pour le PCF, rate son pari qui consistait à susciter une dynamique nouvelle. Avec 2,1 %, il fait jeu égal avec M^{me} Arlette Laguiller, mais est distancé par le candidat des Verts, M. Antoine Waechter. M. Juquin réalise son meilleur score en Haute-Vienne et se trouve, dans quarante-huit autres départements, au-dessus de son résultat national.

Ce double échec de MM. Lajoinie et Juquin ne va pas favoriser l'émergence d'une issue dans la crise que traverse, sans discontinuer depuis plusieurs années, le communisme français.

O. B.

Les scores du PCF de M. Lajoinie et de M. Juquin

	1 ^{er} juin 1969 % exprimés (1)	26 avril 1981 % exprimés (1)	17 juin 1984 % exprimés (1)	16 mars 1986 % exprimés (1)	24 avril 1988 % exprimés (2)	24 avril 1988 % exprimés (3)
Ain	17,95	11,33	7,17	5,57	4,43	1,81
Aisne	27,72	21,69	15,29	15,65	8,96	1,39
Allier	31,88	22,83	20,70	22,22	18,11	2,13
Alpes-de-Hte-Provence	24,70	19,24	14,15	14,15	9,18	3,07
Hautes-Alpes	22,91	15,39	10,22	6,90	6,45	2,85
Alpes-Maritimes	23,20	16,24	11,77	8,61	6,19	1,49
Ardèche	21,32	15,79	11,85	9,97	8,03	2,88
Ardennes	24,63	19,63	12,33	14,02	8,20	1,66
Ariège	25,41	20,46	15,98	13,38	10,53	3,17
Aube	21,52	15,62	9,56	9,55	6,49	1,32
Aude	25,07	20,39	16,35	13,52	10,30	2,58
Aveyron	12,49	9,63	6,80	5,42	4,47	2,31
Bouches-du-Rhône	30,78	25,55	17,90	14,46	11,19	2,26
Calvados	15,49	11,46	6,76	6,75	4,55	2,04
Cantal	14,01	10,59	7,48	4,75	5,67	1,81
Charente	23,58	16,01	12,69	14,21	7,02	2,02
Charente-Maritime	19,43	12,86	9,79	8,48	5,97	1,95
Cher	28,91	20,25	17,87	24,73	11,78	2,10
Corrèze	31,71	21,85	20,89	19,14	13,66	3,17
Corse-du-Sud	14,87	15,45	16,86	9,67	8,49	1,78
Haute-Corse	16,86	16,79	14,84	7,75	7,85	3,08
Côte-d'Or	15,80	10,10	6,43	5,22	3,94	1,84
Côtes-du-Nord	23,72	16,20	12,65	11,63	7,61	2,79
Creuse	30,93	20,32	16,24	12,98	11,18	2,80
Dordogne	25,85	20,44	16,69	16,28	11,34	2,77
Doubs	15,87	11,29	6,06	5,85	3,44	2,16
Drôme	21,78	15,02	10,41	8,33	6,38	2,95
Eure	18,49	13,53	8,85	9,11	5,72	1,63
Eure-et-Loir	18,41	11,98	7,64	6,34	4,54	1,57
Finistère	17,05	9,98	8,39	6,79	4,33	2,77
Gard	30,29	25,13	20,18	17,38	12,08	2,94
Haute-Garonne	19,53	15,43	10,53	7,98	5,90	3,02
Gers	18,53	13,78	9,86	8,50	5,94	2,41
Gironde	18,14	14,06	9,85	7,65	6,29	2,18
Hérault	25,67	20,92	16,57	12,84	9,03	3,53
Ille-et-Vilaine	11,89	7,37	4,59	3,36	2,83	2,14
Indre	27,15	19,28	14,15	11,04	8,40	2,12
Indre-et-Loire	17,53	11,97	8,12	6,35	4,96	2,03
Isère	23,65	16,54	11,13	9,34	6,84	2,83
Jura	17,64	13,69	8,45	7,62	5,57	1,99
Landes	18,82	14,24	11,35	8,03	6,94	1,96
Loir-et-Cher	20,03	14,51	10,30	7,34	6,40	1,93
Loire	20,13	15,84	11,23	10,70	6,98	2,25
Haute-Loire	12,49	8,68	5,40	4,70	4,44	2,30
Loire-Atlantique	12,65	9,33	6,20	5,08	3,97	2,37
Loiret	18,03	12,61	8,80	9,43	5,96	1,78
Lot	17,99	13,67	10,83	6,31	7,07	2,99
Lot-et-Garonne	25,47	18,08	13,26	11,41	8,49	2,33
Lozère	12,28	8,47	6,47	4,32	4,87	2,58
Maine-et-Loire	10,80	7,01	4,07	4,55	2,74	1,59
Marne	8,01	7,07	3,94	3,53	2,82	1,52
Haute-Marne	22,56	15,57	10,13	10,66	5,84	1,41
Mayenne	16,76	13,36	8,31	7,70	5,37	1,42
Meurthe-et-Moselle	9,01	5,27	3,00	2,54	2,17	1,60
Meuse	20,79	17,75	11,98	10,18	6,80	2,35
Morbihan	14,34	12,19	6,96	6,08	4,53	1,36
Moselle	15,07	9,62	7,15	6,71	4,35	1,74
Nièvre	14,31	11,79	6,59	5,98	4,08	1,40
Nord	25,90	15,14	13,76	13,83	9,59	1,76
Oise	26,86	21,44	15,78	13,74	10,34	1,53
Orne	24,28	18,15	11,57	10,07	7,31	1,57
Pas-de-Calais	11,27	8,64	4,76	3,30	2,98	1,66
Puy-de-Dôme	28,41	23,16	18,02	16,56	11,58	1,43
Pyrénées-Atlantiques	22,53	13,70	9,62	7,81	7,11	3,18
Hautes-Pyrénées	13,68	10,57	7,48	6,18	4,94	2,32
Pyrénées-Orientales	24,85	19,01	15,80	13,14	9,75	3,11
Bas-Rhin	28,31	20,87	16,14			

Le premier tour de l'élection présidentielle

L'évolution des forces département par département

L'affaiblissement du courant gaulliste

Avec un peu moins de 20 % des suffrages exprimés, M. Jacques Chirac améliore le score qu'il avait obtenu au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 (17,99 %), mais il ne retrouve pas le résultat atteint, globalement, par les trois candidats qui se réclamaient, alors, du gaullisme, soit, outre lui-même, M^{me} Marie-France Garaud (1,33 %) et M. Michel Debré (1,65 %) - c'est-à-dire 20,97 %. Par rapport à ce total, M. Chirac progresse dans vingt-trois départements, qui se situent, pour la plupart, dans des régions qui figuraient parmi ses zones de force il y a sept ans.

C'est le cas du Massif central (Puy-de-Dôme, Cantal, Lozère, Aveyron, Ardèche, Haute-Loire), mais il perd plus de 3,5 points de pourcentage dans le département où il est élu député depuis vingt ans et dont il a présidé le conseil général, la Corrèze. Il progresse encore dans les deux départements corses, dans les Alpes-Maritimes, en Aquitaine (dans les Landes et dans les Pyrénées-Atlantiques), dans certains départements de l'Ouest, ainsi qu'à Paris.

Partout ailleurs - si l'on excepte la Seine-Maritime, où il retrouve exactement le même score, - le premier ministre recueille moins de voix que l'ensemble de sa famille politique en 1981. Le plus fort recul s'observe dans le Haut-Rhin (moins

4,65 points), département où le Front national connaît une forte progression. Tel est le cas, aussi, en Moselle, dans le Rhône et dans les départements ruraux comme la Mayenne ou l'Orne. Dans la région parisienne, le recul de M. Chirac en Seine-Saint-Denis, dans le Val-d'Oise, l'Essonne, le Val-de-Marne est, de la même façon, corollaire d'une progression de M. Le Pen. Cette corrélation est évidente, enfin, dans les Bouches-du-Rhône, où, toutefois, le premier ministre, avec près de 15 % des voix, améliore le résultat qu'avait obtenu, en mars 1986, la liste du RPR aux élections législatives (9,47 %).

Le score de M. Chirac est en retrait, encore, en Bretagne, région centrée où la concurrence de M. Raymond Barre s'est fait sentir, de même qu'en Lorraine. Les zones de faiblesse du courant gaulliste en 1981, c'est-à-dire toute la lisière nord du pays et le Midi méditerranéen, ont été moins favorables encore à M. Chirac. Le plus remarquable, cependant, est le recul qu'il enregistre dans des départements à dominante agricole, tels que la Charente, la Dordogne ou l'Orne, où l'ancien ministre de l'agriculture pouvait penser qu'il disposait d'une audience plus solide.

P. J.

La déconvenue des barristes

Dans aucun département de métropole, M. Barre n'aura réussi à réaliser, pour le compte de l'UDF, un meilleur score que M. Giscard d'Estaing au premier tour de l'élection présidentielle de 1981. En outre, il enregistre partout un score inférieur à celui obtenu par M. Alain Poher au premier tour de l'élection présidentielle de 1969 et à celui de M. Giscard d'Estaing au premier tour de l'élection présidentielle de 1974. A deux exceptions près : la Vendée, le département de ses lieutenants, MM. Philippe Mestre et Philippe de Villiers, où M. Barre parvient à faire mieux que M. Alain Poher en 1969, et le département de la Gironde, où, il fait mieux que M. Giscard d'Estaing en 1974, qui était, il est vrai, opposé au maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas.

M. Barre réalise son meilleur score dans le Maine-et-Loire, son plus mauvais dans le fief de M. Chirac, la Corrèze. Dans le département du Rhône, M. Barre évite l'affront d'être dépassé chez lui par M. Chirac, mais le député du Rhône encore subit néanmoins un certain tassement par rapport à son résultat des élections législatives de mars 1986, qui avait pourtant été considéré comme un camouflet. La baisse la plus frap-

pante pour le camp UDF est relevée en Alsace, région centrée réputée jusqu'alors impenable. Dans le Haut-Rhin comme dans le département voisin du Bas-Rhin, M. Barre subit de plein fouet les conséquences de l'effet Le Pen. A Paris, M. Barre n'évite que de 2 000 voix une gifle analogue.

Un avertissement aux responsables de l'UDF

Dans le Var et dans les Bouches-du-Rhône, l'UDF s'en sort beaucoup moins bien. M. Jean-Claude Gaudin à Marseille comme M. François Léotard à Fréjus, ou encore MM. Trucy et Arreckx à Toulon vont devoir en tenir compte. D'autres responsables de l'UDF pourront aussi s'interroger. Dans la propre ville de M. Méhaignerie, Vitry, en Ille-et-Vilaine, M. Mitterrand arrive devant M. Barre. Même cas de figure à Annecy (Haute-Savoie), la commune de M. Bernard Bosson, ou encore dans le département de la Vienne, celui de M. René Monory. Dans le Lot-et-Garonne, sur les terres d'un autre barriste, M. Jean-François Poncet, c'est M. Chirac qui arrive devant M. Barre.

D. C.

La nationalisation de l'extrême droite

Le FN progresse dans tous les départements. Les traditionnels bastions lepénistes du pourtour méditerranéen, ceux du Nord-Pas-de-Calais, de l'Est, du Rhône ainsi que ceux de Paris et de la région parisienne se sont considérablement renforcés. Mais la carte de la « lepénie » s'étend à toute la France. Ainsi, par exemple, le département de la Nièvre passe de 0,83 % à 9,72 % des voix pour le FN.

Dans huit départements, le candidat du FN dépasse 20 % des suffrages : les Bouches-du-Rhône, le Var, les Alpes-Maritimes, le Vaucluse, le Haut-Rhin et le Bas-Rhin, le Gard, les Pyrénées-Orientales.

Le président du FN double sa mise dans les Hautes-Alpes, en Lozère et dans le Tarn-et-Garonne. Les progressions les plus spectaculaires sont enregistrées en Corse-Sud (+ 12,42 points), dans le Bas-Rhin (+ 8,8 points) et le Haut-Rhin (+ 7,69), dans le Var (+ 7,1), en Savoie et dans les Hautes-Alpes (+ 6,88), dans les Vosges (+ 6,87) et dans les Ardennes (+ 6,6).

Dans neuf départements, M. Le Pen arrive en tête des candidats de la droite : Bouches-du-Rhône, Gard, Hérault, Moselle, Pyrénées-Orientales, Bas-Rhin et Haut-Rhin, Var et Vaucluse. Dans les Alpes-Maritimes, M. Jacques Chirac ne devance M. Le Pen que de 0,1 point.

Dans les Bouches-du-Rhône, non seulement le FN devient la première force politique de la ville de Mar-

seille, mais il arrive en tête dans 41 communes sur les 110 du département dont dix de plus de 10 000 habitants (soit la moitié). A Marignane, il approche les 34 %. Dans le Var, il oscille entre 22 %, 61 % et 29,73 % à Draguignan, Hyères, La Seyne-sur-Mer, Saint-Raphaël, La Vallette-du-Var, Toulon, Fréjus, Six-Fours. A Fréjus, ville dont le maire est M. François Léotard, le candidat FN devance les candidats de l'UDF et du RPR et obtient près de dix points de plus que M. Raymond Barre. Enfin, à Nice, malgré la concurrence du député RPR et maire M. Jacques Médecin, M. Le Pen arrive en tête. Cette poussée prépare des élections municipales en 1989 qui vont être particulièrement délicates à gérer pour la majorité.

Les grandes tendances de l'implantation électorale du FN restent donc sensiblement les mêmes qu'en 1984 (européennes) et 1986 (législatives). C'est le reflet d'une France urbaine à forte population immigrée et frappée par la crise économique. Mais la nouveauté du scrutin du 24 avril c'est que le FN mord partout, et déborde le cadre naturel de son implantation. Il n'est pas impossible - c'est ici une hypothèse - que le thème de l'ouverture du grand marché européen en 1993, présenté par M. Le Pen comme un possible « Waterloo », ait également renforcé dans une partie de la population un réflexe de repli hexagonal.

P. S.

Les scores des gaullistes et de M. Chirac

	1969 % exprimés (1)	1974 % exprimés (2)	26 avril 1981 % exprimés (3)	24 avril 1988 % exprimés (3)
Ain	46,42	12,95	21,25	19,12
Aisne	40,62	15,17	19,04	17,17
Allier	38,53	9,71	20,15	19,45
Alpes-de-Haute-Provence	38,62	13,20	18,60	18,34
Hautes-Alpes	43,69	16,49	19,51	20,61
Alpes-Maritimes	39,05	10,77	22,87	24,29
Ardèche	45,50	16,93	18,46	19,99
Ardennes	42,52	12,01	19,57	17,32
Ariège	37,56	17,18	17,57	18,18
Aube	43,91	14,01	20,90	20,50
Aude	36,93	15,56	18,18	17,64
Aveyron	55,52	12,03	24,64	25,76
Bouches-du-Rhône	34,77	10,87	17,35	14,77
Calvados	48,20	14,55	22,23	19,89
Cantal	69,78	12,12	35,27	37,44
Charente	42,29	24,25	21,29	19,56
Charente-Maritime	42,15	23,42	19,02	20,18
Cher	39,97	13,20	20,46	18,72
Corrèze	43,88	15,55	42,80	39,17
Corse-du-Sud	58,26	31,93	28,81	31,73
Haute-Corse	50,09	24,81	28,53	30,38
Côte-d'Or	45,65	12,64	22,36	22,04
Côtes-du-Nord	43,04	11,89	19,11	18,91
Creuse	41,23	11,83	29,92	28,20
Dordogne	39,76	25,15	24,27	23,76
Doubs	48,89	10,89	23,36	21,51
Drôme	39,52	14,94	18,34	18,34
Eure	42,69	14,76	21,68	19,67
Eure-et-Loir	44,96	13,42	20,72	19,30
Finistère	53,43	13,69	21,81	20,92
Gard	37,93	12,46	16,56	15,35
Haute-Garonne	39,66	13,76	18,64	16,78
Gers	34,71	18,00	19,75	20,29
Gironde	40,77	36,00	20,28	19,35
Hérault	39,53	12,87	18,70	17,32
Ille-et-Vilaine	52,53	14,52	23,14	20,94
Indre	36,46	13,66	22,23	19,87
Indre-et-Loire	41,28	7,49	21,21	18,29
Isère	39,33	12,89	18,24	16,60
Jura	44,21	11,14	20,56	18,76
Landes	45,94	29,82	19,27	20,99
Loir-et-Cher	38,18	12,61	19,03	19,35
Loire	43,95	12,82	20,34	17,92
Haute-Loire	52,80	12,29	20,60	20,99
Loire-Atlantique	49,53	15,26	21,07	19,76
Loiret	46,60	14,11	21,92	21,02
Lot	47,58	17,30	25,88	23,82
Lot-et-Garonne	36,65	22,12	20,30	18,53
Lozère	63,14	13,14	22,18	26,93
Maine-et-Loire	54,05	13,95	23,50	22,05
Manche	56,63	16,06	24,51	23,25
Marne	44,11	13,48	21,08	20,49
Haute-Marne	47,46	14,88	20,96	19,60
Mayenne	53,82	15,46	26,55	24,10
Meurthe-et-Moselle	43,90	9,76	16,90	15,63
Meuse	49,68	11,66	18,87	18,06
Morbihan	54,88	12,52	21,54	19,91
Moselle	50,85	11,81	19,30	16,25
Nièvre	35,45	9,61	15,90	17,02
Nord	42,61	15,34	17,37	15,02
Oise	42,36	15,16	20,48	17,74
Orne	46,44	16,95	27,80	23,39
Pas-de-Calais	39,20	15,20	16,03	14,50
Puy-de-Dôme	44,54	4,36	16,80	19,60
Pyrénées-Atlantiques	50,54	26,97	23,54	24,46
Hautes-Pyrénées	39,48	17,86	18,23	18,34
Pyrénées-Orientales	38,51	12,69	17,99	17,81
Bas-Rhin	59,77	15,02	18,47	17,59
Haut-Rhin	57,42	16,40	21,62	16,97
Rhône	42,89	10,11	20,91	17,36
Haute-Saône	44,50	11,53	21,02	20,12
Saône-et-Loire	42,94	13,29	18,95	20,56
Sarthe	41,19	15,40	19,95	19,32
Savoie	44,12	16,07	22,34	20,95
Haute-Savoie	47,09	13,30	24,96	22,52
Paris	45,23	13,78	30,56	31,57
Seine-Maritime	41,44	12,16	16,75	16,75
Seine-et-Marne	44,31	14,81	22,53	19,85
Yvelines	43,61	12,98	24,65	24,48
Deux-Sèvres	49,04	17,04	20,56	21,20
Somme	39,98	15,74	19,05	16,89
Tarn	44,91	17,90	21,21	19,15
Tarn-et-Garonne	42,72	20,30	22,33	20,40
Var	40,59	12,32	20,11	19,91
Vaucluse	34,55	13,28	17,19	16,75
Vendée	59,71	18,76	24,07	24,51
Vienne	43,95	18,01	21,96	21,77
Haute-Vienne	38,12	14,56	25,13	22,13
Vosges	48,33	12,64	21,75	19,18
Yonne	44,89	13,19	21,03	19,96
Territoire de Belfort	44,66	13,86	19,33	17,29
Essonne	39,56	12,78	21,52	19,33
Hauts-de-Seine	41,62	12,98	24,35	24,72
Seine-Saint-Denis	33,97	11,68	18,12	14,61
Val-de-Marne	38,48	12,08	21,31	19,32
Val-d'Oise	39,33	12,13	20,55	18,00

(1) Georges Pompidou; (2) M. Chaban-Delmas; (3) M. Chirac.

Les scores de MM. Poher, Giscard d'Estaing et Barre

	1 ^{er} juin 1969 % exprimés (1)	5 mai 1974 % exprimés (2)	26 avril 1981 % exprimés (2)	24 avril 1988 % exprimés (3)
Ain	26,10	38,86	31,67	21,21
Aisne	21,42	27,21	25,49	13,32
Allier	19,37	33,23	25,36	14,99
Alpes-de-Haute-Provence	22,03	29,93	27,16	15,68
Hautes-Alpes	23,20	31,99	29,83	19,81
Alpes-Maritimes	29,41	39,04	32,18	14,96
Ardèche	23,49	32,71	31,55	19,03
Ardennes	21,18	31,38	25,53	14,22
Ariège	24,37	18,36	20,79	10,41
Aube	24,14	34,06	30,06	17,79
Aude	24,06	21,06	19,13	10,33
Aveyron	23,13	40,68	30,27	18,49
Bouches-du-Rhône	18,56	29,88	25,52	13,89
Calvados	26,43	37,26	29,32	18,20
Cantal	8,89	46,50	25,92	11,52
Charente	24,38	22,53	24,22	15,29
Charente-Maritime	27,77	25,54	26,35	18,07
Cher	22,95	31,19	27,66	16,57
Corrèze	15,69	27,89	9,17	4,84
Corse-du-Sud	20,56	23,25	28,89	14,19
Haute-Corse	27,09	25,22	24,11	12,04
Côte-d'Or	27,54	35,98	26,82	16,01
Côtes-du-Nord	22,56	35,58	27,23	17,22
Creuse	17,07	29,44	19,38	9,95
Dordogne	25,03	19,65	20,86	12,09
Doubs	22,34	37,78	25,86	15,62
Drôme	26,53	30,05	27,20	17,10
Eure	25,71	33,65	28,68	16,35
Eure-et-Loir	25,36	35,12	30,60	17,61
Finistère	18,86	41,45	30,64	19,56
Gard	20,50	29,02	25,36	14,56
Haute-Garonne	27,17	28,68	21,95	14,73
Gers	33,41	23,10	22,94	14,45
Gironde	28,68	14,53	23,35	15,59
Hérault	23,15	29,20	25,30	13,64
Ille-et-Vilaine	26,48	43,50	32,97	20,40
Indre	28,05	27,64	26,66	14,65
Indre-et-Loire	30,30	19,88	27,67	18,74
Isère	24,16	30,84	25,86	16,92
Jura	27,40	35,39	28,13	17,42
Landes	24,03	18,71	25,66	14,96
Loir-et-Cher	31,87	31,24	31,25	18,22
Loire	24,93	36,30	29,28	18,50
Haute-Loire	24,46	43,70	36,90	21,42
Loire-Atlantique	26,28	38,26	29,80	19,89
Loiret	24,80	35,93	30,63	18,28
Lot	26,74	27,47	18,71	12,11
Lot-et-Garonne	28,11	22,37	24,59	16,03
Lozère	16,58	46,92	39,08	21,59
Maine-et-Loire	25,09	40,23	35,25	24,27
Manche	26,25	43,66	36,38	20,88
Marne	22,30	34,54	29,90	17,21
Haute-Marne	25,48	33,96	28,69	15,62
Mayenne	28,65	44,76	36,28	23,44
Meurthe-et-Moselle	25,15	36,64	29,49	17,97
Meuse	26,33	37,54	33,11	18,41
Morbihan	22,26	45,98	34,36	19,67
Moselle	25,75	38,60	34	16,66
Nièvre	27,12	26,39	22,61	12,45
Nord	17,14	28,81	27,36	15,58
Oise	22,14	29,37	26,01	14,05
Orne	33,17	38,49	30,67	19,32
Pas-de-Calais	18,16	25,36	26,16	13,95
Puy-de-Dôme	18,98	45,05	31,84	17,46
Pyrénées-Atlantiques	24,80	28,04	28,73	18,10
Hautes-Pyrénées	25,80	24,01	23,20	15,61
Pyrénées-Orientales	23,50	28,69	26,51	13,39
Bas-Rhin	27,61	43,68	45,84	18,60
Haut-Rhin	28,08	40,36	38,82	17,97
Rhône	26,46	39,40		

Les réactions des états-majors

AUPS

● **MICHEL ROCARD** : le plus beau score pour le socialisme démocratique. — M. Michel Rocard, député des Yvelines, ancien ministre : « Les électeurs ont parlé, et nettement. François Mitterrand vient de réaliser le plus beau score pour le socialisme démocratique de toute l'histoire de France. Il est donc très bien placé pour le second tour. Maintenant, l'important est qu'une majorité de Français se rassemblent autour du candidat de la gauche pour redonner à ce pays des pouvoirs publics soucieux d'être du côté de la persuasion plutôt que de la force, et je pense à la Corse comme à la Nouvelle-Calédonie ; des pouvoirs publics qui donnent l'absolue priorité dans la gestion du pays à tout ce qui concerne notre avenir, et je pense à l'éducation et à la recherche. Des pouvoirs publics qui, enfin, sous l'autorité de François Mitterrand, donnent la priorité nécessaire à la solidarité de tous les Français, de tous ceux qui habitent notre territoire. Tel est l'enjeu de ce second tour. Que tous ceux qui se reconnaissent derrière François Mitterrand, derrière ses options et qui dépassent de loin les bornes de la gauche, que tous ceux-là se rassemblent et la France reprendra la marche vers son avenir. »

● **LIONEL JOSPIN** : on bonne position pour gagner. — M. Lionel Jospin, député de Haute-Garonne, premier secrétaire du PS : « Les Français viennent de voter massivement. Ils ont placé François Mitterrand largement en tête. Chirac est très nettement distancé. Le Front national s'est renforcé sous Chirac : tel est le message du premier tour. Avec moins de 20 % des voix, le candidat du RPR subit un grave échec. François Mitterrand, au contraire, est en bonne position pour rassembler, pour gagner le 8 mai. Après le premier tour, où se sont exprimées les préférences de types divers, vient maintenant l'heure du rassemblement. Jacques Chirac est trop inconstant, trop partisan, trop excessif pour exercer la magistrature suprême. Son élection signifierait l'accaparement du pouvoir par un clan, l'injustice pour la grande majorité des Français, un blocage pour l'évolution de notre société. François Mitterrand fait plus d'un tiers des voix ; il est donc logique que le rassemblement se fasse autour de lui. »

● **PIERRE BÉRÉGOVOY** : l'Etat RPR massivement condamné. — M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre, directeur de campagne de M. Mitter-

rand : « En plaçant largement François Mitterrand en tête au premier tour, les Français ont indiqué la direction à prendre pour le rassemblement du 8 mai. M. Jacques Chirac est nettement distancé. Sa politique a fait beaucoup de mécontents et de déçus. Son gouvernement est durement sanctionné. Moins d'un Français sur cinq a voté pour M. Chirac. Les résultats des autres candidats montrent une grande diversité de l'opinion. Cette diversité souligne la nécessité de placer à la tête de l'Etat un président qui inspire confiance et qui puisse unir les Français. L'Etat RPR a été massivement condamné par les électeurs et électrices. François Mitterrand est en position de rassembler une majorité de progrès. »

● **PIERRE MAUROY** : le grand rassemblement. — M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, député du Nord : « C'est un des grands enseignements de ces élections présidentielles que le résultat obtenu par le Front national. Le score de Le Pen pose un problème grave au pays, mais singulièrement immédiat pour la droite française. Compte tenu de l'échec cuisant de M. Chirac, compte tenu de l'effacement de M. Barre en cours de campagne électorale, de la montée du Front national, le résultat obtenu par François Mitterrand est le résultat d'un candidat qui est bien au-dessus des autres. Il est donc en situation d'entraîner le grand rassemblement du second tour qui permettra sa réélection. Malgré le bon résultat de François Mitterrand, il y a manifestement des voix de gauche qui se sont dispersées. Il est par conséquent essentiel de les rassembler. Il faut aussi rassembler les démocrates. »

● **LAURENT FABIUS** : un échec de M. Chirac et de M. Barre. — M. Laurent Fabius, ancien premier ministre, député de Seine-Maritime : « C'est un score important pour François Mitterrand qui le place à 14 % devant le deuxième candidat. C'est un certain échec non seulement de M. Chirac, mais de M. Chirac et de M. Barre. La majorité gouvernementale, cela devient la minorité gouvernementale : 36 %, cela fait quand même très peu. C'est le plus faible score pour des candidats de la droite à une élection présidentielle. La nouvelle poussée du Front national, tout le monde doit s'en inquiéter. Cette poussée a été encore accentuée depuis que le gouvernement a

changé. L'une des causes, c'est qu'on a fait de l'immigration des thèmes constants du débat politique. On a joué à l'apprenti sorcier en rapprochant le thème de l'immigration de celui de l'insécurité. »

● **LOUIS MERMAZ** : la jeunesse des idées. — M. Louis Mermaz, ancien président de l'Assemblée nationale, député de l'Isère : « Le succès de Jean-Marie Le Pen s'explique par la crise. Si les partis conservateurs, si Chirac n'avaient pas baissé pavillon, on n'en serait pas là. Il faut une politique de générosité, non une politique de décadence. Cet échec de Jacques Chirac tient au fait qu'il n'a pas la silhouette d'un chef d'Etat. La force de M. Mitterrand, c'est la jeunesse de ses idées. »

● **JACK LANG**, député PS du Loir-et-Cher, ancien ministre. — « C'est un vote-sanction pour exprimer un mécontentement par rapport au gouvernement de droite. Les Français ont voulu dire qu'ils désapprouvaient leur majorité. François Mitterrand sera le président du rassemblement. »

● **JEAN-LOUIS DELECOURT**, secrétaire général du Mouvement gaulliste populaire (MGP). — « Le MGP appelle tous les gaullistes, quel que soit leur choix du premier tour, mais aussi tous les Français déçus qui ont émis à cette occasion un vote de protestation, à se rassembler autour de François Mitterrand, le seul candidat capable aujourd'hui de les mener dans la voie du progrès au service de la France. »

● **Le comité de liaison des gaullistes avec F. Mitterrand**. — « La droite vers une droite musclée, inégalitaire et intolérante du RPR conduit une très grande majorité des Français à refuser leur confiance à Jacques Chirac. Plus que jamais, François Mitterrand est le seul à pouvoir rassembler les Français. »

● **PIERRE JOXE**, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. — « Jacques Chirac a fait beaucoup de mécontents et de déçus. Avec son maigre résultat, il est désavoué par les électeurs. Les résultats des autres candidats montrent une grande diversité dans l'opinion. C'est une raison de plus pour appeler les hommes et les femmes qui veulent la démocratie et la justice sociale à s'unir contre le sectarisme et l'esprit de clan en soutenant massivement François Mitterrand au second tour. »

● **JEAN-PIERRE CHEVÈMENT**, député PS de Belfort, ancien ministre. — « Jacques Chirac va-t-il passer sous les Fourches caudines de Jean-Marie Le Pen ? Le Pen est un problème qui restera au-delà du second tour. Pour le faire reculer, il faut attaquer le mal à la racine, en faisant reculer le chômage. »

● **HENRI FISZBIN** (PS). — « Je me félicite que le soutien exprimé par les forces de gauche et de progrès ait placé François Mitterrand largement en tête au premier tour. Ainsi sont créées les meilleures conditions pour la victoire du 8 mai. »

AU MRG

● **FRANÇOIS DOUBIN**, président du MRG. — « La dynamique du second tour est lancée pour François Mitterrand : elle est, depuis le vote d'aujourd'hui, bloquée pour Jacques Chirac. Les résultats du 24 avril ne doivent pas surprendre. Les conservateurs de ce pays, par leurs ambiguïtés, tout autant que par la politique qu'ils ont menée depuis mars 1986, ont favorisé à leur détriment la montée de M. Le Pen. Quand je vois le candidat Mitterrand reprendre pour la structure de la future autorité de l'audiovisuel les propositions que nous, radicaux de gauche, nous avions faites, je crois qu'il n'est pas sûr que nous soyons inutiles. »

AU PCF

M. Georges Marchais : « Jamais le PC n'apportera une seule de ses voix à un candidat de la droite. » — « Nous ne nous sommes jamais fait d'illusions », a déclaré le secrétaire général du Parti communiste français, M. Georges Marchais. « En l'état actuel des choses, il n'est pas crédible qu'un communiste soit élu président de la République, a-t-il noté. L'élection présidentielle est par nature la plus difficile pour nous, le vote utile joue énormément contre nous. Nous nous sommes battus sur un programme, les autres sur un homme. Le Parti communiste sera dans l'opposition, même en cas de victoire de François Mitterrand, mais jamais le PC n'a apporté une seule voix à un candidat de droite, et il ne le fera jamais. » Parlant de M. Le Pen, le secrétaire général du PC a déclaré : « J'ai un peu honte pour la France qu'un homme comme Le Pen ait obtenu 4 millions de voix. Il a pris des voix dans l'électorat populaire, c'est incontestable, et ceux qui en sont responsables sont ceux qui ont dirigé la France depuis 1982, depuis la politique d'austérité. Les forces démocratiques, les travailleurs, les intellectuels, ceux qui ont la démocratie au cœur, la France au cœur, ne peuvent pas ne pas s'interroger sur le fait qu'un homme qui s'est présenté au stade de Marseille comme Mussolini en Italie obtienne autant de voix. »

AU RPR

● **JACQUES TOUBON** : « Le salut de la France passe par Jacques Chirac. » — « Les Français qualifieront Jacques Chirac » au second tour, a déclaré M. Jacques Toubon, député de Paris, secrétaire général du RPR. « Le salut de la France passe par l'élection de Jacques Chirac et par la défaite de François Mitterrand. Pour entrer dans l'an 2000, il ne faut pas un président finissant. » M. Toubon a estimé que l'événement de la soirée du premier tour, « c'est la déclaration commune de Jacques Chirac et de Raymond Barre, qui donne à la majorité une très forte dynamique pour le second tour. Jacques Chirac va s'efforcer de convaincre les Français que sur des problèmes comme le chômage, l'immigration, l'insécurité ; il vaut mieux voter pour lui que de donner quatorze ans à M. Mitterrand. Il n'y a pas d'ostracisme à avoir vis-à-vis de qui que ce soit. Les Français ont besoin d'action et non de baratin. »

● **ALAIN JUPPÉ** : « Tout est possible. » — Alain Juppé, ministre du budget et porte-parole du gouvernement et du candidat Jacques Chirac, a estimé que « tout est possible ». « Avec 34,4 %, nous assistons à un échec de François Mitterrand, sa tentative de division du gouvernement a également échoué. MM. Barre et Chirac ensemble, c'est le début de la dynamique unitaire pour le deuxième tour. La victoire est tout à fait possible. J'ai confiance dans le bon sens des Français ; la campagne de François Mitterrand a été une campagne de poudre aux yeux. »

● **CHARLES PASQUA** : un puissant courant anti-socialiste. — M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : « La gauche est, ce soir, minoritaire et son chef de file, M. Mitterrand, est en ballottage difficile. Pour l'emporter il devrait rassembler des voix de droite et la totalité des voix d'extrême gauche. A l'inverse, le candidat de la droite bénéficie, à la fois, du soutien d'ores et déjà déclaré de son partenaire de la majorité et du puissant courant anti-socialiste qui s'est exprimé dans le pays. »

● **M. PHILIPPE SEGUIN**, ministre des affaires sociales. — « Ceux qui ont spéculé sur la division de la majorité en sont pour leurs frais. François Mitterrand a remis l'immigration à l'honneur, alors que nous avions réussi à apaiser les esprits. Deux personnes seulement pourront être satisfaites : M. Waechter, qui a fait une bonne campagne, et M. Le Pen. Le scrutin du deuxième tour est très ouvert. »

A L'UDF

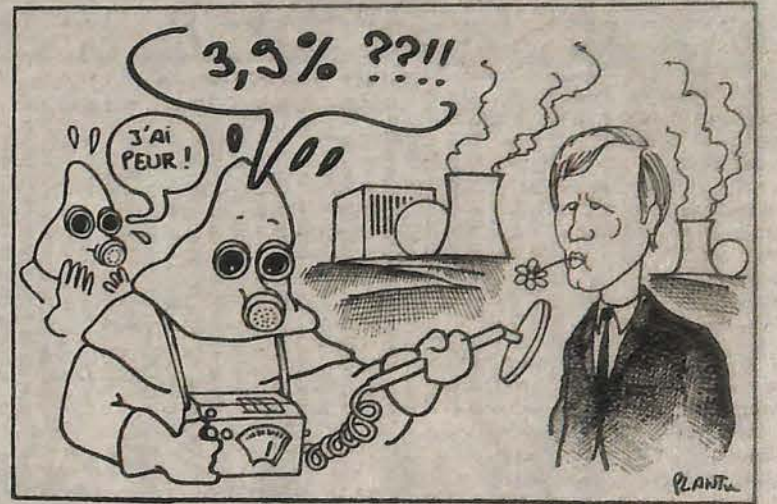
● **JEAN LECANUET** : pas de tractations. — M. Jean Lecanuet, président de l'UDF : « L'avenir, c'est d'éviter que cette grande alliance électorale RPR-UDF ne se dévoie par des tractations avec M. Le Pen. La force du centre reste une force de résistance et d'avenir. J'éprouve un très grand trouble intérieur (face à la montée du FN) : s'il n'y a pas un tremblement de terre, il y a un appel à un remembrement des forces politiques françaises. » S'adressant à M. Bruno Mégret (FN) : « La société française n'est pas raciste et xénophobe, mettez-vous bien cela dans l'esprit. Il n'est pas question de tractations. »

● **PIERRE MÉHAIGNERIE** : tristesse. — Pierre Méhaignerie, président du CDS, ministre de l'équipement et du logement : « Je constate avec une grande tristesse que la politique du verbe reste payante, la politique du bouc émissaire, du mirage. La politique de lucidité et de courage n'est pas payante. Une autre démagogie remplace celle de 1981, elle consiste à chasser les immigrés. Dans l'électorat du Front national il y a des cotes de protestation et de

DANS LES SYNDICATS

Fédération de l'éducation nationale : « Selon le choix qui sera retenu le 8 mai, le mouvement syndical devra ou lutter pour s'opposer à la régression sociale, ou se battre pour l'avènement de nouveaux progrès sociaux. Entre ces deux voies, son choix est clair et [la FEN] appelle tous ses adhérents, tous les travailleurs, tous nos concitoyens à se déterminer, au-delà des déceptions passées, au-delà de leurs différences et de leur sensibilité, pour que demain soient sauvegardées toutes les chances de l'avenir et les valeurs de la démocratie. La FEN appelle tous les démocrates et tout le mouvement social à aller aujourd'hui à l'essentiel et à retrouver le chemin de l'unité. »

CFDT : « Toutes les forces démocratiques, assure la CFDT, doivent contribuer à la recherche et à la mise en œuvre de solutions positives pour ne pas laisser une part importante de la population s'enfermer durablement dans une voie sans autre issue que la haine et l'exclusion. » La CFDT « demande avec force aux candidats et aux responsables politiques de ne pas faire des immigrés un enjeu passionnel de l'élection présidentielle. Pour la CFDT, il est de la responsabilité des deux candidats de s'opposer net au marchandage de Le Pen et de proposer des ambitions conformes aux valeurs démocratiques de liberté et de solidarité. »



● **M. JACQUES CHABAN-DELMAS** : mettre un terme à la guerre civile froide. — M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale : « Qui sera, le 8 mai, le mieux placé pour mettre un terme à cette sorte de guerre civile froide, qui a fait du mal à la France et dont chacun s'accorde à dire qu'il faut que ça cesse. Est-ce que ce sera celui qui, pendant plus de trente ans, n'a pas cessé de pratiquer les ruptures, les condamnations, les exclusions et qui découvre aujourd'hui les vertus du rassemblement, ou bien est-ce que ce sera celui qui, dans le principe même de l'action politique qu'il anime, inscrit au premier rang précisément le rassemblement ? »

● **M. MICHEL NOIR** : garder son âme. — M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur : « On peut gagner une élection en gardant son âme. Il s'agira de juger qui, de François Mitterrand ou de Jacques Chirac, peut être le plus efficace pour répondre aux questions que se posent certains Français sur la sécurité, sur l'autorité de l'Etat et sur la famille. Le langage de la clarté sera le mieux compris. »

● **Mme MICHÈLE BARZACH**, ministre de la santé. — « La majorité a créé ce soir une dynamique avec la déclaration commune de M. Jacques Chirac et de M. Raymond Barre, et les Français vont se rassembler autour de cette dynamique. Le premier tour semble dans sa diversité étonnant, les électeurs se sont fait plaisir. Mais le deuxième tour est une élimination et non plus un choix. »

● **M. FRANK BOROTRA**, porte-parole du RPR. — « M. Mitterrand n'est que le rassembleur du Parti socialiste, il n'a que la possibilité de rassembler une gauche qui est plus minoritaire qu'elle ne l'a jamais été depuis 1958. Quand on rassemble autour d'illusions, du vent, de lapalissades, de généralités, le rassemblement n'est que cette voix par laquelle on essaie de transformer une minorité en une majorité de façade. »

● **M. PIERRE MESSMER**, député, Ancien premier ministre. — « La contre-performance de Jacques Chirac est tout à fait relative. L'important est que l'addition des voix de Raymond Barre et de Jacques Chirac dépasse le total des voix de François Mitterrand. Nous avons affaire à un deuxième tour très ouvert. »

● **LE CNI** : éviter un nouveau naufrage socialiste. — Le président et le secrétaire général du CNI (Centre national des indépendants et paysans), MM. Jacques Feron et Yvon Briant, ont affirmé, dans un communiqué commun, que leur parti, « dont la place est au cœur de la droite, constate avec satisfaction que celle-ci, au terme du premier tour de l'élection présidentielle, est largement majoritaire ». Pour les responsables du CNI, « il s'agit maintenant de la rassembler sans aucune exclusive, afin qu'au second tour François Mitterrand, candidat des socialistes, des communistes et des trotskistes, soit battu. Il faut éviter à la France un nouveau naufrage socialiste et pas une voix ne doit donc manquer au candidat de la droite. »

AU FRONT NATIONAL

● **BRUNO MÉGRET** : « Nous ne sommes pas un feu de paille. » — M. Bruno Mégret, directeur de la campagne de M. Le Pen : « Le seul événement politique majeur, c'est la montée en puissance du Front national. Nous avons le sentiment d'être la force montante. Le premier tour démontre le recul de la gauche institutionnelle comme de la droite institutionnelle. Nous ne sommes pas un feu de paille. Nous sommes une force de renouveau qui est en train d'occuper le terrain délaissé par la droite. »

Nous ne serons pas attentifs à des portefeuilles, à des maroquins ou à des prébendes mais à ce que Chirac nous dira sur la réforme du code de nationalité, la défense de l'identité nationale, la préférence nationale, l'Europe, la politique familiale. Il faut que la classe politique change d'attitude envers nous. »

● **JEAN-PIERRE STIRBOIS** : « Le grand vainqueur, c'est Jean-Marie Le Pen. » — M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national : « Je constate que le grand vainqueur de cette élection présidentielle, c'est Jean-Marie Le Pen. Jacques Chirac va se présenter contre le candidat socialiste avec moins de 20 %, ce qui est unique dans l'histoire de la France. Nous allons écouter ce que dira Jacques Chirac. Nous ne favoriserons pas le candidat socialiste mais nous ne serons jamais les harkis du RPR. Nous serons très attentifs à ce qu'il dira sur différentes propositions de Jean-Marie Le Pen, notamment sur l'immigration et la peine de mort. »

● **PASCAL ARRIGHI**, député des Bouches-du-Rhône : « Notre satisfaction n'est pas usurpée. La majorité ne pourra pas gagner au second tour sans s'entendre avec le Front national. »

● **JEAN-CLAUDE MARTINEZ**, député de l'Hérault : « Le temps de la condescendance, du mépris, de la haine est terminé. Un seisme politique de magnitude 8, comme 88, vient de se produire. Il y a un rejet des professionnels de la politique. Même si François Mitterrand fait des rissettes et se fend d'un sourire jusqu'aux oreilles, il a peu de chances de rassembler, compte tenu de ce qu'il a fait en Nouvelle-Calédonie en portant atteinte à l'intégrité du territoire. »

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimerie
du « Monde »,
7, r. des Italiens
PARIS-IX^e
1986

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE TUNISIE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

BANCOR88

l'élection présidentielle

Les déclarations des candidats

M. Chirac : Refuser le retour à 1981

« Je voudrais, à mon tour, remercier de tout cœur les électorales et les électeurs qui m'ont soutenu dès le premier tour et, au-delà, tous ceux qui, appartenant à la majorité, ont voté pour ses candidats, pour Raymond Barre et pour moi, marquant ainsi leur attachement à certaines valeurs de liberté, de solidarité, de sécurité, marquant aussi leur attachement à certains objectifs : l'indépendance et la grandeur de la France, et la construction de l'Europe, qui est notre avenir.

« Alors demain j'engagerai le combat pour le second tour, avec tous ceux qui refusent le retour à l'expérience de 1981 ou qui refusent l'incertitude, l'immobilisme qui caractérisent, aujourd'hui, le message du candidat socialiste. Je le ferai avec Raymond Barre, bien entendu, et je voudrais lui exprimer toute ma reconnaissance pour le soutien qu'il veut bien m'apporter, lui dire qu'il va de soi que je tiendrai le plus grand compte de ses observations et lui exprimer mes sentiments d'estime et d'amitié.

« Je crois qu'il me reste maintenant, face au candidat socialiste, à rassembler, à rassembler le maximum de Français, toutes celles et tous ceux qui sont attachés à une France plus forte, à des Français plus libres, à une société plus juste, plus généreuse, plus solidaire ; qui veulent, c'est vrai, des enfants mieux formés et préparés à la vie, des familles mieux encouragées, des personnes âgées, c'est-à-dire nos parents, mieux garanties contre le risque ; qui veulent également qu'il n'y ait plus d'exclus dans notre société, que ceux qui n'ont ni revenu ni travail puissent être garantis

M. Raymond Barre et M. Jacques Chirac ont fait ensemble, au Sénat, leurs déclarations officielles. En voici les textes.

dans leur existence et conformément à leur dignité.

« Tous ceux qui veulent aussi que la sécurité soit assurée, et que la délinquance, la criminalité, le terrorisme, soient combattus avec toute la fermeté nécessaire, que notre identité nationale soit préservée, que l'immigration clandestine soit également combattue, comme nous avons commencé de le faire ; aussi, que toutes les tracasseries administratives, les impôts excessifs, soient diminués.

« C'est cela que nous avons engagé depuis deux ans, dans des conditions difficiles, avec l'ensemble de la majorité. C'est cela que nous poursuivons et que nous amplifierons demain, dans le cadre notamment d'une économie qui doit être plus dynamique, qui doit nous permettre d'assumer nos responsabilités européennes, c'est-à-dire d'être les premiers dans cette Europe de demain, ce que nous pouvons être à condition que nos entreprises, que nos travailleurs, ne soient pas plus contraints par trop de fiscalité ou de bureaucratie, que leur liberté puisse s'épanouir, et leurs responsabilités avec.

« Voilà le combat que je mènerai pendant cette période du second tour, et je le mènerai avec détermination et aussi avec confiance, convaincu qu'une majorité de Français adhèrent à ces objectifs, et que, par conséquent, le 9 mai prochain ils pourront être mis en œuvre au service de tous les Français et au service de la France. »

M. Barre : une société ouverte

« Le peuple français s'est prononcé. Je remercie les Françaises et les Français qui m'ont apporté leurs suffrages. Ma gratitude va à tous ceux, élus et simples citoyens, qui ont soutenu avec courage, loyauté et dévouement ma candidature à l'élection présidentielle. Je mesure la responsabilité que le témoignage de leur confiance m'impose pour l'avenir.

« Jacques Chirac fera face le 8 mai prochain au candidat socialiste. Je lui offre tous mes vœux de succès. Je le soutiens dans son combat et je demande à tous ceux qui ont voté pour moi de voter pour lui

au second tour de l'élection présidentielle. Je compte qu'il défendra les objectifs auxquels nous sommes particulièrement attachés : une société ouverte, tolérante, qui refuse la xénophobie, le racisme et tous les extrémismes ; une meilleure formation de notre jeunesse, la compétitivité de notre économie par la recherche d'investissements, la solidarité à l'égard des nouveaux pauvres et des exclus, l'impartialité de l'Etat, l'union de l'Europe.

« A toutes celles et à tous ceux qui m'ont fait confiance, je demande que, au-delà du 8 mai, ils poursuivent l'action qu'ils ont menée jusqu'ici au service de la France. Ils doivent savoir qu'ils peuvent compter sur moi. »

M. Mitterrand : le respect des autres

M. Mitterrand a prononcé à Château-Chinon (Nièvre) la courte déclaration suivante :

« Françaises, Français.

« A vous qui m'avez apporté vos suffrages aujourd'hui, je veux dire ma gratitude. Vous êtes engagés avec moi dans le combat pour l'union des Français autour des valeurs de la démocratie : progrès, justice sociale, égalité des chances, finalement respect des autres.

« A vous qui n'avez pas émis le même vote pour ce premier tour de scrutin et qui croyez dans ces mêmes valeurs je dis : nous allons nous rejoindre, désormais le choix est simple.

« A vous tous qui aimez et servez la France, j'exprime ma confiance. Nous avons devant nous de grandes tâches : le chantier de l'Europe, la cause de la paix.

« Françaises et Français, rassemblons-nous, ne négligeons aucun effort pour gagner le 8 mai. »

M. André Lajoinie : toujours face à la droite

« Comme candidat communiste, j'ai mené campagne non pour être élu, mais pour affirmer l'exigence d'une politique nouvelle. Dans un tel contexte, il est évident que l'influence réelle du Parti communiste va très au-delà du résultat que nous enregistrons aujourd'hui. En outre, ces mêmes forces politiques ont organisé dans les médias à l'encontre du candidat communiste une censure si grossière que même la CNCL a dû dénoncer. Enfin, elles ont pris la lourde responsabilité d'offrir au dangereux Le Pen un piédestal indécent, banalisant ses slogans racistes et vantant son « talent ». (...) »

« En tout cas, la droite dans toutes ses composantes - RPR, UDF, Front national - nous trouvera comme toujours face à elle dans notre combat pour le programme des communistes, que j'ai défendu tout au long de ma campagne, et auquel il est exclu que nous renoncions. C'est dans cet esprit que, conformément à la décision que nous avons prise lors de notre vingt-sixième congrès, après consultation de tous les comités fédéraux, dès ce lundi, le comité central de notre parti se réunira mercredi. Il décidera des initiatives à prendre pour poursuivre la mise en œuvre de ces orientations, et définira notre position pour le second tour de l'élection présidentielle. »

M. Jean-Marie Le Pen : un tremblement de terre politique

Ce premier tour de scrutin apporte « la certitude d'un véritable tremblement de terre politique et d'une transformation radicale du paysage national. Ce sont des millions de Français supplémentaires, parmi lesquels beaucoup de jeunes citoyens, dont certains votaient pour la première fois, qui sont venus rejoindre le grand élan de la renaissance nationale.

Celle-ci s'exprimera solennellement le 1^{er} mai à Paris pour le grand rassemblement du peuple de France que j'appelle à l'occasion des fêtes du travail et de Jeanne d'Arc et devant lequel je prendrai position pour le second tour.

« C'est pourtant à un véritable complot de désinformation que j'ai dû faire face. Depuis des mois les médias ont presque tous présenté MM. Barre, Chirac et Mitterrand comme les seuls candidats qui avaient des chances d'être élus et n'ont d'ailleurs publié que leurs programmes. Des sommes énormes ont été dépensées par les grands

candidats, au mépris du principe de l'égalité des candidatures. Les sondages ont, malgré mes protestations répétées, constamment minimisé les pronostics. Ou ces instituts sont nuls ou ils ont manipulé la vérité.

« Une partie des électeurs a donc été délibérément trompée. Elle le sait maintenant, elle s'en souviendra lors des prochaines élections. A tous nos électeurs lucides et courageux, à tous ceux, dirigeants, militants ou sympathisants qui ont contribué à cette grande victoire de la France sur les tenants du déclin et de la décadence, j'apporte mon salut fraternel.

« Rien ne se fera plus en France sans, et a fortiori contre, la volonté des électeurs du Front national. La fierté, la joie et l'espoir qui m'habitent ce soir sont cependant voilés par la pensée de la peine et de l'angoisse des familles de ceux qui, en Nouvelle-Calédonie ou en Corse, sont tombés pour la défense de la France. »

M. Antoine Waechter : « Le score de Le Pen traduit une société désespérée. »

M. Antoine Waechter, candidat écologiste, s'est déclaré inquiet « face aux résultats incroyables du Front national » dont le score « traduit une société désespérée et l'incapacité des formations politiques à y répondre ». Mettant en garde « l'ensemble de la classe politique devant la montée de l'extrême droite », M. Waechter a indiqué que, « face aux problèmes que pose la civilisation industrielle, il fallait trouver des solutions qui sont nécessairement audacieuses ». Le candidat écologiste laisse « à l'intelligence » de ses électeurs « le soin d'adopter la meilleure attitude possible » pour le second tour.

M. Pierre Juquin : « Un sursaut de salut public pour battre Chirac et Le Pen »

M. Pierre Juquin, candidat à l'élection, a invité les électeurs de gauche « à un sursaut anti-Le Pen ». « J'apporte mon désistement en faveur de François Mitterrand, a-t-il déclaré. Il faut que nous rassemblions toutes nos forces dans un sursaut de salut public pour battre Chirac et Le Pen. Le Front national, c'est l'exclusion, la haine, c'est exactement le langage que tenaient Hitler et Goebbels en Allemagne. » « Ce qui est dramatique, a ajouté M. Juquin, c'est que des ouvriers, des chômeurs qui n'ont rien de fasciste, rien de raciste, votent pour le Front national. Il faut que la gauche se rassemble, que les démocrates se rassemblent. Nous sommes confrontés à un danger. »

M^{me} Arlette Laguiller : « La gauche est responsable de la montée de Le Pen »

Pour M^{me} Arlette Laguiller, candidate de Lutte ouvrière (troskiste) à l'élection présidentielle, « les partis qui se disent de gauche sont responsables de la montée électorale de Le Pen ».

Le score de celui-ci signifie « un recul de la classe ouvrière » que les partis de gauche « ont laissée démolir par les licenciements, le chômage et le recul du niveau de vie ».

M. Pierre Bousset : « Le score de Le Pen est très grave. »

M. Pierre Bousset, candidat du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT, trotskiste), a déclaré prendre son score « avec beaucoup de philosophie », en estimant que les médias l'avaient boycotté « de manière féroce ». Pour M. Bousset, « le score de Le Pen est très grave, car cette montée du Front national exprime une radicalisation à droite », due à la « rupture des engagements pris en 1981 ». « Le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman a donné des milliards et des milliards aux capitalistes pour spéculer et non pour investir dans l'économie. »

WINSTON
ULTRA LÉGÈRES

NOUVEAU

Winston
ULTRA LIGHTS

SMOOTH TASTE
ULTRA LOW TAR

NICOTINE : 0,15 mg GOUDRON : 1,5 mg

Philips Pocket Memo® Votre Bloc-Notes Electronique



Sur le vif, en réunion, juste après un entretien, entre deux rendez-vous, en déplacement, enregistrez les idées, les réflexions, les mots justes dès qu'il vous viennent à l'esprit. Avec un Pocket Memo® Philips, vous avez jusqu'à une heure par cassette pour conserver vos souvenirs. Étirez votre temps productif, augmentez votre efficacité en parlant à votre Pocket Memo® Philips, votre mémoire de poche.

Philips - Le Spécialiste des Appareils à Dictier.

Pour de plus amples informations, appelez votre revendeur bureautique ou retourner la carte-réponse.

Nom	_____	Fonction	_____
Société	_____	Adresse	_____
Code postal	_____	Tel	_____

TRT TI, Dep. Grande Diffusion 5, Square Max Hymans - 75741, Paris Cedex 15. LMS



PHILIPS

La soirée électorale à la télévision

L'obsédant Jean-Marie Le Pen

Le 17 juin 1984, au soir des élections européennes, Jean-Marie Le Pen crevait les écrans et déclarait : « *Tout commence à partir d'aujourd'hui.* » Dimanche 24 avril 1988, on l'a peu vu sur les chaînes, mais quelle présence ! Le Front national, son président, ses thèses, ses électeurs, son score... il n'y en avait que pour eux. Et les lieutenants de M. Le Pen-Bruno Megret, Jean-Pierre Stirbois, Jean-Claude Martinez, François Bachelot... — ont pénétré à leur tour, via les écrans de télévision, dans les foyers. Où était donc Jean Poperen pour leur tenir la dragée haute ? Heureusement, quelques vieilles connaissances (Jospin, bien sûr, Léotard, encore, Lecanuet, toujours...) étaient là pour faire la transition avec les nouveaux venus, au rang desquels on a reconnu Isabelle Thomas, l'ancienne contestataire de décembre 1986.

Était-ce la multiplication des chaînes ? Leurs efforts pour renouveler le genre des débats ? La présence de ces bleus ? Rien ne ressemblait aux soirées électorales de ces sept dernières années. Autant dire comme on l'a ressenti : « *médiatiquement parlant* », aussi, M. Le Pen brouille les cartes. Les



accents triomphants de naguère n'étaient pas de mise, cette fois.

Au point que les chaînes, tout obnubilées par la progression fracassante de l'extrême droite, en ont carrément oublié... les petits. Quelques rares déclarations officielles, une présence tardive de certains sur les plateaux... Alors que les représentants du PCF, pourtant en pleine déconfiture, se succédaient encore sur les plateaux. La force de l'habitude...

De fête, d'ailleurs, il n'y eut point. L'effet Le Pen, sans doute. On y revenait

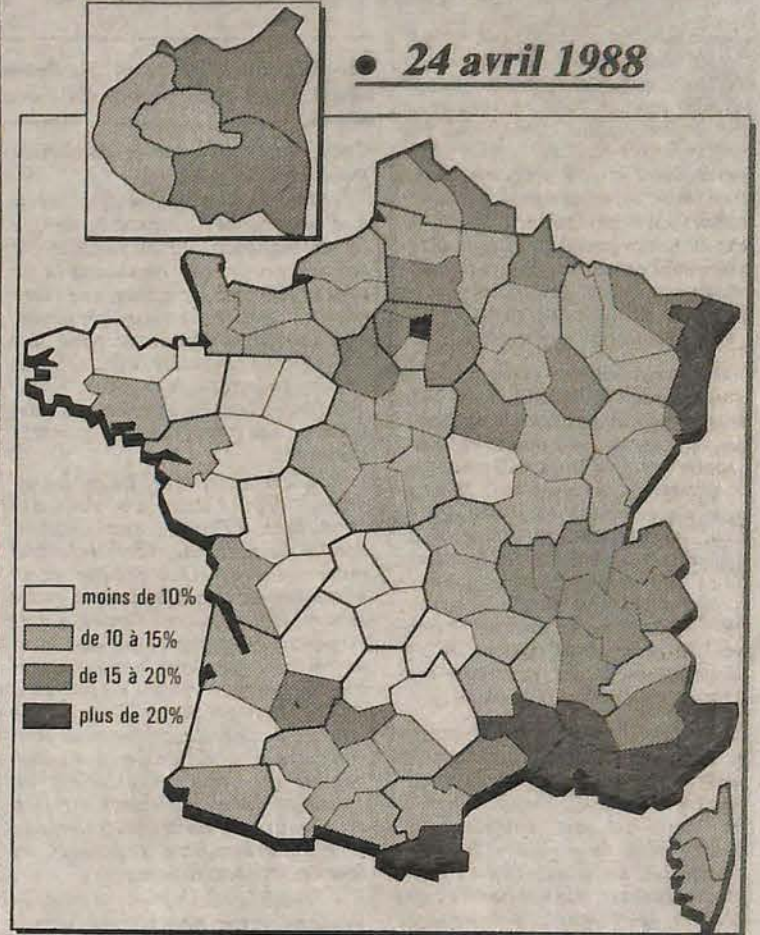
sans cesse. Qu'il s'agisse de la manière de « *rassembler* » au second tour, des réponses à apporter au « *principe de préférence nationale* », ou des fameuses « *tractations* » (réelles ou supposées) avec l'épouvantail Le Pen. Pourtant, l'un des principaux enseignements du scrutin, la division de la droite en trois blocs, n'a guère été évoqué par nos hommes politiques en termes d'avenir, d'organisation de la vie publique à plus long terme. Comme si le « *grand perturbateur* » se situait vraiment ailleurs, comme s'il était encore hors jeu, comme si on voulait faire comme si... Quelques-uns — Jean Lecanuet a parlé du « *remembrement de la droite* » après le 8 mai — se sont montrés plus lucides sur les divisions actuelles.

De ces perspectives institutionnelles et partisans, il fut encore moins question sur M6, où Alexandre Baloud menait un jeu vivant avec des jeunes et des moins jeunes. On y apprit, sondage « *sortie des urnes* » à l'appui, que les 18-29 ans s'apprétaient à voter à plus de 60 % pour Mitterrand dans quinze jours. Tout est-il déjà joué ?

YVES AGNÈS.

La progression du président du Front national

• 24 avril 1988



A 18 heures, le premier choc

Dimanche, 18 heures : ballet de taxis, de voitures avec chauffeurs devant l'hôtel Méridien de la Porte Maillot, la Maison de la radio, les studios d'Europe 1 et des chaînes de télévision. On vérifie les badges, on contrôle soigneusement le contenu des sacs. Alors qu'une partie de la France vote encore, la petite « *nomenklatura* » des médias, de la culture et de la finance va connaître, deux heures avant tout le monde, le résultat du scrutin, ou du moins celui des sondages effectués à la sortie des urnes. Seule condition pour jouir du privilège : ne pas quitter les lieux, ne pas communiquer avec l'extérieur avant 20 heures.

Rue François-1^{er}, le conclave se tient dans le nouveau hall d'Europe 1, inauguré pour la circonstance. Sur le circuit interne de télévision, Alain Duhamel donne dès 18 h 20 la première estimation de Bull BVA. Elle crédite encore Jacques Chirac de 23 % mais, déjà, Jean-Marie Le Pen de 14 %. Un murmure d'incrédulité parcourt l'assistance. Jean-Claude Martinez, député européen du Front national, exulte : « *Les trois grands candidats vont subir une cure d'amaigrissement.* » Une demi-heure plus tard, Alain Duhamel, mal à l'aise, doit revoir à la baisse le score de M. Chirac (19,9 %) et à la hausse celui de M. Le Pen (14,4) tandis que M. Mitterrand s'accroche à la crête des 35 %.

Cette fois la consternation l'emporte dans cette foule qui a plutôt le cœur à gauche. « *Ce n'est pas gai du tout* », bougonne Gilbert Trigano, le patron du Club Méditerranée. « *Je suis terrifié par le score de Le Pen* », renchérit Françoise Sagan. Le cinéaste Andrei Zulawsky, venu avec Sophie Marceau, se veut plus rassurant : « *J'applaudis le résultat du président et l'écrasement du PC. Mitterrand a cinq ans pour nous débarrasser de Le Pen comme il l'a fait des communistes.* »

Dans les salons du Méridien, plus de trois mille personnes ont répondu à l'invitation de TF 1, RTL et le Point. L'institut IPSOS a du retard et les somptueux buffets sont déjà très attaqués. A 18 h 43, Patrick Poivre d'Arvor sort d'une petite pièce où il s'est enfermé avec Michèle Cotta et Étienne Mougeotte. « *C'est*

surprenant », glisse-t-il, énigmatique. Sur les écrans géants, les marionnettes du Bébête-show se chamaillent encore quand Jean-Marc Lech, le fougueux patron d'Ipsos, s'empare du micro. « *François Mitterrand : 33,6* ». La foule se fige. « *Jacques Chirac : 19,6* ». La salle s'étrangle de surprise. « *Raymond Barre : 16,6 % ; Jean-Marie Le Pen : 15,3 %* ». Les cris fusent : « *Ce n'est pas possible* ». « *Je vous l'avais dit* ». Dans le vacarme général, rares sont ceux qui notent le score étonnant du candidat écologiste...

Retrouver ses esprits

Les groupes se reforment autour des buffets. On fait le compte des voix de gauche, des voix de droite. On spéculé sur les reports du second tour. On bute sur l'inconnu, l'impensable : le score du leader du Front national. 15 % : un Français sur sept ? Ici même alors, parmi nous ? Non, ce n'est pas possible : « *Le succès de Le Pen est conjoncturel, lié aux événements de Nouvelle-Calédonie et de Corse. C'est le Français latin, râleur, qui se défoule au premier tour avant de retrouver ses esprits au second.* » A droite, on tente de se rassurer. A gauche, on dramatise déjà : « *Les quinze jours qui viennent vont être une épreuve de vérité pour la démocratie.* »

A la Maison de la radio, sous la grande tente blanche tendue par FR 3 et RMC, les deux filles de M. Le Pen ont sauté de joie en apprenant le score de leur père. Le PDG de la chaîne, M. René Han, sympathisant du RPR, s'est peu à peu décomposé en prenant connaissance des estimations de l'IFRES. Visiblement sous le choc, un proche de M. François Léotard laisse tomber : « *La situation est ingérable pour la droite. L'aile gauche du RPR va se tirer quand ils verront leurs copains faire les yeux doux à Le Pen. On va vers une recombinaison complète du paysage politique et je ne vois pas très bien là-dedans l'avenir des libéraux.* »

Partout, le séisme Le Pen fait des ravages. Au milieu de la petite réception donnée par la 5, Carlo Freccero, le directeur des programmes de la chaîne, se lamente sur « *le racisme naturel des Français* ». Que n'a-t-on pas écrit lorsque que des Italiens sont venus faire la première télévision commerciale en France ? Dans le studio d'Antenne 2 transformé en agora antique, Noël Mamère — qui prépare un numéro de son magazine « *Résistances* » sur le Front national — tonne : « *Les Français ne se rendent pas compte. A la différence des Allemands ou des Italiens, ils ne savent pas ce qu'est le fascisme* ». Jean Drucker, le PDG de M 6, se dit « *effondré par le triomphe de la xénophobie et de l'antiparlementarisme* ». Son directeur des programmes, Jean Stock, tente de le consoler en citant un sondage IFOP effectué dimanche pour la chaîne auprès de 6 000 jeunes de dix-huit à trente ans à la sortie des bureaux de vote. Le leader du Front national ne recueille que 11 % de sympathisants contre 35 % pour François Mitterrand, 17 % pour Jacques Chirac, 15 % pour Raymond Barre et... 8 % pour Antoine Waechter.

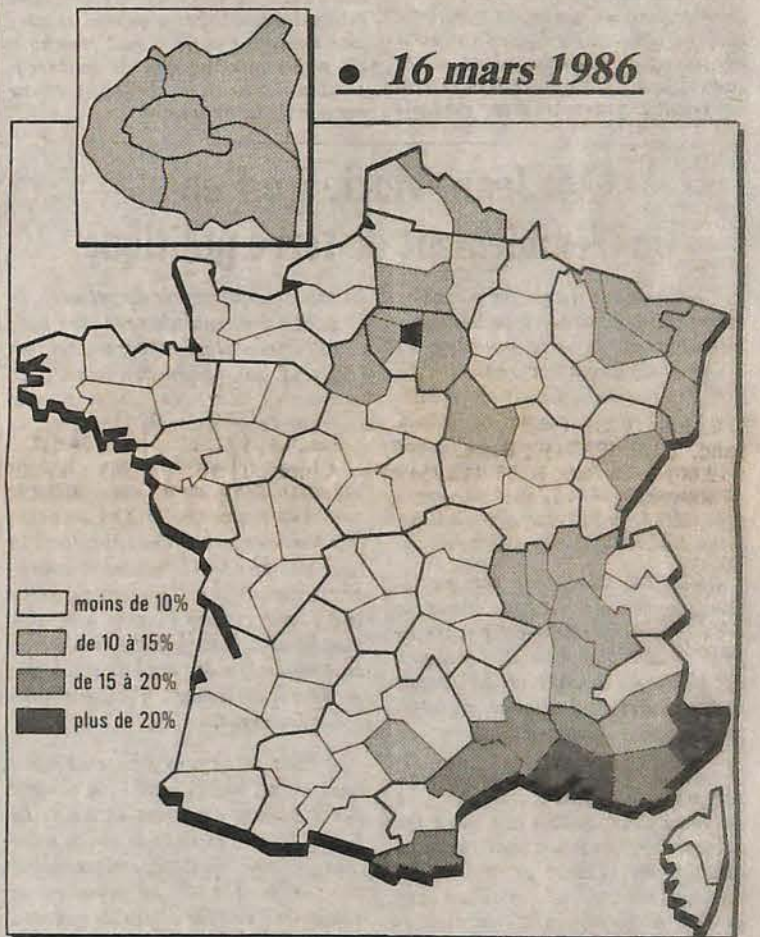
Les jambes en coton

19 h 30 : toutes les projections des instituts de sondage donnent François Mitterrand vainqueur au second tour. Dans les locaux d'Antenne 2, Bertrand Labrusse, nommé par le président de la République à la CNCL, est très entouré. Son collègue Pierre Huet, élu du Conseil d'Etat, est solitaire. « *L'important maintenant, c'est les législatives, soupire un patron d'entreprise. Les Français sont capables de choisir une majorité à droite. Ils ont pris goût à la cohabitation.* »

20 h 15 : le visage de M. Le Pen apparaît sur les écrans de TF 1. Un silence de mort règne dans les salons du Méridien pendant toute sa déclaration. « *Ça me met les jambes en coton* », gémit un jeune femme. Par les portes enfin réouvertes, la foule s'écoule lentement.

Résumé du service communication

• 16 mars 1986



• Le taux de chômage (en 1987)

Dans la presse quotidienne

LIBÉRATION (Serge July) : « *Deux perdants : Chirac et Barre ; un triomphateur : Le Pen, et Mitterrand qui tire les marrons du feu. Il s'agit bien, comme l'a dit le leader du Front national, d'un « tremblement de terre » dont l'épicentre se trouve au cœur de la majorité RPR-UDF. Le premier ministre ira en finale, mais sa victoire sur Barre a quelque chose de dérisoire. Elle ressemble à celle de l'aveugle sur le paralytique [...]. Le total Chirac-Barre avoisine les 36 % : c'est peu dire que la majorité RPR-UDF n'est pas majoritaire. Il ne s'agit plus que d'une forte minorité [...]. Deux ans de gouvernement sous contrôle mitterrandiste ont multiplié les déçus du chiraquisme : Le Pen les a systématiquement accueillis, faisant une fois encore de la France une démocratie « exceptionnelle » puisque c'est la seule du monde occidental où la crise économique et politique aura engendré un électoral extrême.* »

L'HUMANITÉ (Claude Cabanes) : « *Qui n'est pas, ce matin, humilié de constater que jamais dans l'histoire de notre pays l'extrême droite n'avait obtenu un score aussi élevé, aujourd'hui un phénomène unique en Europe ? Le Pen est enfant de ceux qui ont entre-tenu la crise, jeté des centaines de milliers d'hommes au chômage et des centaines de milliers d'autres dans la pauvreté ; Le Pen est enfant des moyens d'information qui ont multiplié à l'infini son image et dif-*

fusé jusqu'au dégoût des discours de haine ; Le Pen est enfant de l'amertume et de la déception de ceux qui ont trahi le grand espoir de 1981 ; Le Pen est enfant des stratèges cyniques qui ont joué, pour leurs calculs politiques, de la boule noire du Front national. (...) Le Parti communiste français a fait un retour aux sources de son identité et de son idéal révolutionnaire. Il a une stratégie claire et une pratique neuve. »

LE FIGARO (Max Clos) : « *On pouvait espérer mieux. Le total des voix de la majorité est un peu court. Mais le score du candidat socialiste ne l'est pas moins. Pour les deux candidats restant en lice, le second tour s'annonce serré. La droite n'a aucune raison de juger la partie perdue. A condition que Jacques Chirac parvienne à rassembler sur son nom toutes les femmes et tous les hommes de ce pays qui ne veulent pas de la réélection de M. Mitterrand le 8 mai. (...) Il faut aller à l'essentiel. L'essentiel, pour la droite, est de battre M. Mitterrand au second tour. Cela dépend en partie des électeurs de M. Le Pen, mais aussi de M. Le Pen lui-même.* »

LE QUOTIDIEN DE PARIS (Philippe Tesson) : « *La propagande sommaire de la gauche a voulu les effets qu'elle espérait. Voilà donc Le Pen en position d'arbitre. Tel était son calcul, là est son succès. L'issue du second tour dépend des comportements des élec-*

teurs. (...) Le premier ministre a eu coutume de distinguer Le Pen de ses électeurs. C'est un parti courageux, auquel il continuera sans doute de se tenir, sous l'œil vigilant de Raymond Barre. Cela suppose une campagne de second tour nette, et qui prenne en compte les frustrations et les aspirations des électeurs du Front national lorsqu'elles sont légitimes, sachant que celles-ci, contrairement à la propagande de gauche, ne se réduisent pas à des fantasmes sécuritaires, xénophobes ou racistes. »

SUD-OUEST (Joël Aubert) : « *Face à cette nouvelle et spectaculaire progression, la pire des choses serait de prononcer une excommunication à l'encontre de quelques millions de pêcheurs qui ne sont sûrement pas tous prêts à bouter les immigrés hors de nos frontières. La société française hésite encore entre la grande mutation de cette fin de siècle et le repliement sur des valeurs plus conservatrices. Elle a besoin de souffle et de vérité. L'habileté du Front national et de son leader aurait été justement d'entretenir l'illusion de façon souvent simpliste.* »

QUEST-FRANCE (Jean-Yves Boulic) : « *Avec un Jacques Chirac moins fort que prévu et une victoire qui s'éloigne, Jean-Marie Le Pen n'aura pas besoin de forcer son talent pour avoir l'air de lui venir en aide. Cela pourrait s'appeler le baiser de la mort.* »

Les journaux britanniques soulignent le « rôle-clé » de M. Le Pen

Les journaux britanniques soulignent tous, dans leurs premiers commentaires, le rôle-clé que va donner à M. Le Pen pour le second tour le résultat qu'il a obtenu au premier.

« *L'élection française a fait de M. Le Pen un faiseur de rois* », titre le *Daily Telegraph* (conservateur). « *Le Pen détient la clé du second tour* », renchérit en titre le *Guardian* (centre gauche), soulignant que le score de M. Mitterrand lui « *rend la tâche du second tour plus difficile que prévu* ». Le *Daily Telegraph* estime encore qu'il « *pourrait ne pas y avoir suffisamment de voix pour lui le 8 mai* ».

« *M. Mitterrand a pris la tête, tandis que le soutien à M. Chirac paraît en déclin* », titre quant à lui le *Financial Times* (quotidien des milieux d'affaires), tout en notant que M. Le Pen a été « *le principal vainqueur du premier tour* ».

Le *Times* (conservateur), qui a titré un peu hâtivement sur la « *victoire complète de Mitterrand au premier tour* », se ravise dans le corps de son article de « *une* » : « *A première vue, écrit-il, les résultats de M. Mitterrand ne sont pas exceptionnellement bons.* » Mais, ajoute le journal, « *il tirera beaucoup de réconfort de la division de la droite en trois* ».

• **HARLEM DÉSIR** : « *Les milices de Le Pen vont apporter leur soutien à M. Chirac.* — M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, s'est interrogé sur « *ce ticket Chirac-Le Pen que va proposer la majorité* ». « *Le 1^{er} mai, a pronostiqué M. Désir, nous allons voir M. Le Pen dans la rue avec ses milices apporter son soutien à M. Chirac.* Le Front national, a-t-il indiqué, « *tiendra M. Chirac sous sa dépendance et va jouer au Yo-Yo avec lui : en essayant d'imiter Le Pen on n'a fait que le renforcer.* »

POLITIQUE	ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL	
2 à 8 La physiologie du scrutin. 10 à 12 Les réactions des milieux politiques. 13 à 17 Paris et région parisienne. 18 à 35 Dans les départements. 36 Les élections régionales en Nouvelle-Calédonie.	37 Afghanistan : la mise en œuvre de l'accord de Genève. 38 M. Arafat de retour en Syrie. - Les retombées de l'affaire du Boeing koweïtien.	39 Les livraisons illégales de machines-outils à l'URSS. - En Corse, l'ex-FLNC revendique l'attentat à la voiture piégée contre les gendarmes.	40 Musique : King Priam, de Michael Tippett à Nancy ; Woyzeck, de Büchner à Créteil. - Rock : Hubert-Félix Thiéfaine à l'Élysée-Montmartre. - Le calendrier de la semaine. - Communication.	46-47 Marchés financiers.	SPORTS 44 Football : la Coupe de France. - Tennis : Lendl encore et toujours, au Tournoi de Monte-Carlo.	Abonnements 10 Campus 43 Carnet 43 Loto 43 Météorologie 43 Mots croisés 43 Radio-télévision 42 Spectacles 41 Annonces classées .. 61 à 76	Sur 3615 LEMONDE SPÉCIAL ÉLECTIONS La Bourse

L'élection présidentielle

Le second tour dans l'étau de l'immigration

Sur l'immigration, Jacques Chirac va devoir jouer très serré. Comment satisfaire l'électorat de Jean-Marie Le Pen sans heurter les amis de Raymond Barre ? Le premier ministre est contraint de se justifier des deux côtés, les uns l'accusant d'être trop mou, les autres le soupçonnant d'être prêt à tout pour pécher des voix.

Quatre questions principales sont à l'ordre du jour : le droit de vote des étrangers ; la réforme du code de la nationalité ; la lutte contre l'immigration clandestine et la délinquance ; enfin, la « préférence nationale » chère à M. Le Pen. Mais c'est essentiellement le quatrième point qui embarrasse le candidat de droite.

Pour le vote des étrangers aux élections locales, il n'a rien à craindre. Raymond Barre y est opposé, comme l'est d'ailleurs une majorité de Français. Jacques Chirac pourra continuer à dénoncer haut et fort « ce projet de M. Mitterrand ». En se gardant de préciser que le droit de vote ne figure pas au programme du président sortant. Et en oubliant que lui-même n'était pas hostile à ce principe — même s'il le jugeait irréalisable — en 1980.

Jacques Chirac pèsera plus soigneusement ses mots à propos du code de la nationalité. Il est partisan, à la fois, d'une réforme et d'un référendum, rejoignant en cela Jean-Marie Le Pen. Mais le candidat du RPR, qui s'inspire des conclusions de la commission des « sages », est beaucoup plus timide que le président du Front national. Celui-ci veut supprimer le droit du sol, imposer une sorte d'examen de passage aux candidats à la naturalisation et les obliger à renoncer à leur nationalité d'origine.

Préférence nationale

Lutter contre l'immigration clandestine et l'insécurité ? M. Chirac ne se privera pas de rappeler les succès de son gouvernement en matière de terrorisme et de délinquance. La fameuse « loi Pasqua » de septembre 1986, réglementant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, est toujours en vigueur, et M. Mitterrand ne réclame d'ailleurs pas sa suppression. On ne peut pas dire pour autant que les arrivées clandestines

ont été stoppées ou que les irréguliers soient systématiquement expulsés comme le réclame M. Le Pen. Le « charter des 101 Maliens » aura d'abord été une mesure symbolique.

Mais c'est surtout la « préférence nationale » qui embarrasse M. Chirac. Le Front national réclame, en effet, des mesures qui seraient soit inconstitutionnelles, soit contraires aux réglementations européennes et en tout cas profondément choquantes dans un pays qui a pris pour devise depuis deux siècles la liberté, l'égalité et la fraternité.

M. Le Pen exige « une priorité » des Français (sur les immigrés non membres de la CEE) tant pour l'emploi que pour l'attribution de logements HLM et de prêts immobiliers. Il veut réserver les prestations familiales aux familles européennes et retirer aux étrangers le droit de participer aux élections pour les prud'hommes, la Sécurité sociale et les comités d'entreprise.

On voit mal comment M. Chirac répondrait favorablement à ces demandes. Le premier ministre peut tout au plus faire valoir qu'il avait lui-même essayé, en tant que maire de Paris, de réserver en octobre

1980 une allocation de congé parental d'éducation aux Français, aux Européens de la CEE et aux réfugiés politiques, mais que cette mesure avait été annulée par le tribunal administratif.

Autant dire que la marge de manœuvre du candidat de la droite est très étroite. D'ici au deuxième tour, il devrait braquer le projecteur sur des sujets qui ne mangent pas de pain — comme le droit de vote aux étrangers — et enrober les autres d'un épais brouillard. Etant entendu que les barristes surveilleront chacune de ses phrases et que les socialistes déclencheront un violent tir d'artillerie à la moindre incartade, la moindre phrase à double sens.

M. Chirac peut être d'autant plus amer que, en matière d'immigration, il ne s'est finalement guère distingué des socialistes « deuxième manière », incarnés par le gouvernement Fabius. Gauche et droite ont quasiment adopté la même politique et, bien souvent, la même... non-politique. Leurs querelles portent moins sur des faits que sur des mots ; moins sur des projets que sur des intentions, réelles ou présumées.

ROBERT SOLÉ.

Sur le vif

Attention, danger !

Bravo, mon Mimi ! T'es génial, tu sais. Ta victoire, tu l'as pas volée. T'as tout bien calculé, médité, coup par coup, et t'as gagné. L'échiquier politique, ça te connaît. Suffisait d'introduire le loup dans la bergerie, d'ouvrir grand les portes de l'Assemblée nationale à ce fou de Jean-Marie pour mettre Chirac échec et mat. Pauvre Jacquot, pauvre chéri. Vous avez vu sa tête, à la télé, cette nuit ? Accablée, décomposée, défaite ! Ça, il est pas près de s'en remettre.

Remarquez, c'est bien fait pour lui. Pour un homme de terrain, manquer à ce point de flair, de sens des réalités, c'est insensé. Même moi, je l'avais prévu, ce raz de marée Le Pen. Je lui donnais 16 %, et même plus. Je suis surpris qu'il ait fait si peu. Surprise, pas déçue, attention ! Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. On s'aime pas, lui et moi, on a eu des mots, assez durs. Normal, les juifs, il peut pas les piffer.

Ça ne m'empêche pas de penser qu'à force de snobier les millions de paumés, de laissés-pour-compte, d'exaspérés qui

se reconnaissent en lui, l'establishment de gauche, de droite et du milieu est en train de jouer avec le feu. Par ignorance. Par indifférence. Facile, trop facile, quand on a du boulot et que le seul Arabe qu'on est amené à fréquenter c'est le petit épicier du quartier, de traiter de fachos les tiers des Marseillais ou le quart des Alsaciens.

C'est comme pour le SIDA. Suffit que Le Pen tire, brutalement, maladroitement, d'accord, la sonnette d'alarme, pour que le gouvernement se bouche les oreilles. Oh ! que c'est vilain ! Oh ! que c'est méchant de traiter de sidaïque — pourquoi ? on dit bien Voltaique ! — les dix millions de séropositifs que comptera l'Europe dans moins de trois ans, l'OMS dixit. C'est pas un problème de morale politique, cette saloperie, c'est une affaire de santé publique.

Le Front national idem. Continuez comme ça, et un de ces quatre matins le suffrage universel installera un petit Adolf sur le trône de l'Élysée.

CLAUDE SARRAUTE.

● ZIMBABWE : l'assassinat d'un missionnaire. — Un missionnaire catholique a été tué et un autre grièvement blessé, récemment, dans la province du Matabeleland (sud-ouest), par des membres présumés de la rébellion anti-gouvernementale, ont annoncé des responsables religieux.

Le numéro du « Monde » daté 25 avril 1988 a été tiré à 508 922 exemplaires

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN. LES PRIX !
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Lyrique ! Préciser VOLVIC.
« Je veux faire de chaque jour une » allégresse gourmande », avec fraîcheur et vivacité. VOLVIC m'en donne l'élan... »
VOLVIC AU BOURDONNAIS-LA CANTINE DES GOURMETS Paris 7^e
Elle accompagne les meilleurs plats de Paris

Cours par correspondance cours oraux et conférences à Paris Sessions de formation

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE
ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE, FONDÉ EN 1953
12, villa Saint-Pierre B. 3 - Dép. LM 94220 CHARENTON
Tél. : (1) 43-76-72-01
Préparation à la profession de graphologue Conventions de formation permanente Inscriptions reçues toute l'année Documentation gratuite Analyses, sélections, bilans de pers.

Renseignements publicités

Le Monde AFFAIRES

Tél. : 45-55-91-82 poste 4160 ou 4107

Au tribunal de Paris

L'ancien président Duvalier assigne « le Monde » en référé

L'ancien président haïtien Jean-Claude Duvalier et son épouse, Michèle, avaient assigné pour le lundi 25 avril le Monde en référé devant M. Jean Germain, vice-président du tribunal de Paris. M. et Mme Duvalier, par une assignation délivrée, samedi 23 avril, au siège du journal, au milieu de la matinée, entendaient contester la future publication d'éléments d'un article de Bertrand Le Gendre relatif à leur fortune et à leur train de vie en France où ils sont exilés. Leur avocat, M^e Sauveur Vaisse, ne prétendait pas s'opposer à la publication de l'ensemble de cet article, mais à des informations couvertes, selon lui, par le secret de l'instruction.

L'avocat du Monde, M^e Yves Baudelot, a fait remarquer qu'une telle interdiction aurait pour effet d'instituer une censure préalable à l'encontre des journaux, contraire à la liberté de la presse. M^e Baudelot a ajouté qu'en application du code de procédure pénale, les journalistes n'étaient pas tenus au secret de l'instruction, ni les témoins, ni les parties civiles.

L'article incriminé ayant été publié dans le Monde daté 24-25 avril, M^e Vaisse a formulé une autre demande : l'interdiction faite désormais au Monde de mentionner des éléments résultant des commissions rogatoires internationales, délivrées par la justice haïtienne et exécutées à la demande de celle-ci par la justice française.

M^e Vaisse a annoncé qu'il porterait plainte prochainement au fond contre le Monde et Bertrand Le Gendre.

M. Germain devait rendre sa décision sur le référé le mardi 26 avril dans la journée.

Le cahier spécial « Économie » est distribué uniquement en France métropolitaine.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALONS 690 F VESTONS 1 460 F 3 000 tissus

Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX PARDESSUS sur MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 19 h.

Tension aux chantiers navals espagnols après l'annonce de trois mille suppressions d'emplois

MADRID de notre correspondant

Les chantiers navals espagnols sont en ébullition après l'annonce du licenciement de trois mille travailleurs du secteur faite le vendredi 22 avril par l'Institut national d'industrie (INI), qui regroupe les entreprises du secteur public.

Il faut remonter à 1984 pour expliquer la crise actuelle. Face aux pertes croissantes des grands chantiers navals publics, le gouvernement avait alors décidé de mettre en œuvre un sévère plan de reconversion, prévoyant notamment une réduction de près d'un tiers de la main-d'œuvre employée. Après onze mois de difficiles négociations avec les syndicats, un accord fut finalement conclu, en novembre 1984, avec la centrale socialiste UGT, malgré l'opposition des deux autres grands syndicats du secteur, les Commissions ouvrières (communistes) et ELA (nationalistes basques).

L'accord semblait pourtant favorable aux travailleurs affectés. A condition de renoncer à leurs indemnités de licenciement, ces derniers étaient inscrits à un Fonds de promotion de l'emploi dont ils percevaient un pourcentage déterminé de leur salaire antérieur. Le gouvernement s'engageait, dans un délai de trois ans, à leur procurer un nouvel emploi, faute de quoi ils seraient automatiquement réintégrés dans l'entreprise qui les avait licenciés.

Non-respect des engagements

Trois ans plus tard, il était clair toutefois que le gouvernement n'était pas à même de respecter ces généreux engagements. Plus de trois mille travailleurs ayant intégré le Fonds de promotion de l'emploi se trouvaient toujours au chômage à la fin 1987, et leur réincorporation aux chantiers navals apparaissait problématique, vu l'excédent de main-

d'œuvre du secteur. Aussi le gouvernement promulgua-t-il au début de l'année 1988 un décret visiblement destiné à gagner du temps : la permanence des travailleurs au sein du Fonds de promotion de l'emploi était prolongée de dix-huit mois... à condition qu'ils renoncent au droit à la réintégration au sein de leur entreprise d'origine.

Ce décret allait provoquer la protestation unanime des syndicats, qui accusaient l'administration de rompre de la sorte l'accord de 1984. L'INI formulait alors une dernière proposition consistant à mettre à la prétraite tous les ouvriers des chantiers ayant cinquante-deux ans ou plus et à remplacer les deux tiers d'entre eux par des travailleurs du Fonds de promotion. Une proposition refusée par les syndicats, pour qui elle signifiait le maintien au chômage de plus de mille personnes.

En annonçant finalement vendredi, face à cette impasse, le licenciement des trois mille travailleurs du Fonds de promotion qui ont refusé la proposition du gouvernement, l'Institut national d'industrie a-t-il renoncé à tout compromis ? Le ministère du travail disposant d'un délai d'un mois pour rejeter éventuellement la décision de l'INI, les ponts ne sont peut-être pas encore définitivement rompus avec les syndicats.

Ces derniers ont toutefois annoncé une campagne immédiate de mobilisation, sous la pression de leurs « bases », particulièrement résolues. Les chantiers navals affectés sont en effet situés dans deux villes très conflictuelles du point de vue social : Bilbao, en Biscaye, et El Ferrol, en Galice. Vendredi déjà, dès l'annonce de la décision de l'INI, travailleurs en colère du chantier d'Euskalduna à Bilbao, et policiers se sont opposés durant plusieurs heures à coups de gaz lacrymogènes et de cocktails Molotov. Un affrontement qui, sans doute, en présage bien d'autres !

THIERRY MALINIAC.

Licenciement des grévistes des ferries P et O

La direction de la compagnie britannique de ferries P et O a annoncé le dimanche 24 avril qu'elle licencierait les grévistes qui ont cessé le travail depuis douze semaines, sans préciser le nombre de marins concernés par cette mesure. « La majorité de nos marins veut reprendre le travail, soit 60 % des 1 704 dont nous avons besoin pour faire fonctionner nos ferries », indiquait M. Graem Dunlop, directeur général de P et O. Les liaisons trans-Manche devraient, selon lui, reprendre dans le courant de la semaine. Ce n'est pas l'avis du syndicat national des marins (NUS), qui a appelé à la poursuite du mouvement et renforcé ses piquets de grève à Douvres.

1992 LE GRAND MARCHE DES LANGUES

gagnez en Vif...

Anglais, Anglo-américain, Allemand, Espagnol, Italien, Stages intensifs pour Adultes, à l'Étranger, Sur Mesure, Pensez Formation Permanente

INFORMATION DOCUMENTATION Voyage Formation
35, Boulevard des Capucines
75002 PARIS (1) (1) 42.61.53.35

DOMICILIATIONS COMMERCIALES
conformément à la loi du 21/12/84 destinée à faciliter les créations d'entreprises, nos bureaux du 10^e arrondissement nous permettent d'accueillir :

SIÈGE SOCIAL et FOYER FISCAL
nombreux autres services dont

LOCATION D'UNE SALLE DE RÉUNION
(équipée d'un rétroprojecteur et d'un écran pour les stages de formation)

GEICA - 42.96.41.12 + Téléc. : 212 859 F
56 bis, rue du Louvre - 75002 Paris

Numéro de mai en kiosque dès aujourd'hui

TELEMATIQUE
magazine

TELECOPIE, TELEX, TELETEX, MESSAGERIE ELECTRONIQUE:
Fiabilité, coûts, délais, comparaisons

CREER UN SERVICE TELEMATIQUE
Technique : bien choisir son logiciel
Juridique : les obligations légales

ACCESS VOYAGES

NEW YORK 2000 FAR

	A.S.	A.R.
LOS ANGELES	1500	3000
SAN FRANCISCO	1500	3000
MIAMI	1450	2850
CHICAGO	1800	3000
DALLAS	1600	3000
WASHINGTON	1400	2800
ORLANDO	1600	3000
MONTREAL	965	1605
CALGARY	2195	3705
RIO DE JANEIRO	3440	4830
MEXICO	2595	4390
BANGKOK	3290	4780
SYDNEY	4800	7680
ANTILLES		3800

Tarifés soumis à modifications sans préavis, des restrictions peuvent s'appliquer.

NOUVEAU
réservez et payez votre voyage par téléphone, avec votre Carte Bancaire

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS
REDUCTIONS POSSIBLES EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAÏRÉES

TÉL: (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94
8, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les-Halles